



**AFRICAN DEVELOPMENT
BANK GROUP**

REPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE : DOCUMENT DE STRATEGIE PAYS 2011-2015

Août, 2011

Equipe du projet

J. Ribeiro, Représentant résident, MZFO (Chef d'équipe)
J. Muzima, Economiste supérieur, MZFO (Chef de projet)
S. Martin, Représentant résident, AOFO
A. Almeida Santos, Economiste-pays supérieur, MZFO
R. Schiere, Chargé principal de la mobilisation des ressources, ORMU
B. Aleobua, Ingénieur principal en assainissement, OWAS
B. Kunene, Spécialiste principal du secteur social, OSHD
C. Mollinedo, Economiste principal, OSGE
J. Cunha, Socio-économiste supérieur, OSHD
C. Ambert, Chargé supérieur des stratégies, OPSM
P. Chileshe, Chargé supérieur de la gestion des ressources naturelles, OSAN
M. Lebesa, Spécialiste principal du secteur énergétique, ZAFO
H. Franklin, Chargé principal du programme-pays, MZFO
C. Tique, Spécialiste supérieur de l'agriculture, MZFO
J. Mabombo, Spécialiste supérieur de l'infrastructure, MZFO
Y. Arcelina, Spécialiste supérieur du secteur social, MZFO
S. Cassamo, Spécialiste supérieur des acquisitions, MZFO

C. Ojukwu, Directeur, ORSB
E. Addison, Economiste en chef, ORSB

Pairs réviseurs

F. Bishota-Folquet, Chargé de programme-pays, UGFO
B. Themba, Chargé de programme-pays, ZMFO
B. Ramos, Coordonnateur de l'intégration régionale, ORSB
R. Westling, Consultant, OPSM

TABLE DES MATIERES

RESUME ANALYTIQUE	i
I. CONTEXTE	1
II. CONTEXTE Du PAYS ET PERSPECTIVES	1
2.1. Contexte politique, économique et social	1
2.2. Options stratégiques	11
A. Cadre stratégique pays.....	11
B. Enjeux et faiblesses	12
C. Forces et opportunités.....	13
2.3. Récente évolution de la coordination/harmonisation de l'aide	14
2.4. Situation du Groupe de la Banque au Mozambique.....	15
A. Opérations de la Banque au Mozambique.....	15
B. Expérience et leçons tirés des précédents DSP, 2006-2010	15
C. Résultats et recommandations du PAPP.....	16
III. STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE POUR LE MOZAMBIQUE.....	17
3.1. Justification de la stratégie proposée du Groupe de la Banque.....	17
3.2. Résultats attendus et cibles.....	19
3.3. Suivi et évaluation.....	20
3.4. Questions relatives au dialogue pays	20
3.5. Risques éventuels et mesures d'atténuation	20
IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATION	21
REFERENCES	35

ANNEXES

Annexe 1: Mozambique : Matrice des résultats du DSPAR 2011-2015	22
Annexe 2 : Programme indicatif des prêts du Groupe de la Banque au Mozambique	26
Annexe 3 : Programme indicatif hors prêts du Groupe de la Banque au Mozambique.....	27
Annexe 4 : 2011 Plan d'amélioration du portefeuille-pays (CPIP)	28
Annexe 5: Projets approuvés et en cours financés par le Groupe de la BAD en faveur du Mozambique au 30.06.2011.....	29
Annexe 6 : Indicateurs macroéconomiques sélectionnés.....	30
Annexe 7 : Indicateurs socioéconomiques sélectionnés	31
Annexe 8 : Mozambique : Interventions des donateurs.....	32
Annexe 9 : Mozambique : Objectifs du millénaire pour le développement	33
Annexe 10 : Positionnement stratégique du Mozambique dans le contexte de l'intégration régionale.....	34

SIGLES ET ABREVIATIONS

ABG	Appui budgétaire général
APD	Aide publique au développement
APE	Accord de partenariat économique
BAD	Banque africaine de développement
CESUL	Dorsale d'interconnexion
CPIP	Plan d'amélioration du portefeuille pays
CPIP	Plan d'amélioration du portefeuille pays
DFID	Département du développement international (RU)
DSIR	Document de stratégie d'intégration régionale
DSP	Document de stratégie pays
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
ENC	Emprunt non concessionnel
EP	Entreprise publique
EPIP	Evaluation des politiques et des institutions des pays
E-SISTAFE	Système intégré de gestion financière
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
FAD	Fonds africain de développement
FAE	Facilité africaine de l'eau
FAPA	Fonds d'aide au secteur privé africain
FEM	Forum économique mondial
FMI	Fonds monétaire international
GCI	Indice de compétitivité mondiale
GdM	Gouvernement du Mozambique
GPSE	Efficacité et compétitivité du secteur public
IAEAR	l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural
IDE	Investissements directs étrangers
IDH	Indice du développement humain
ISPPSR	Projet d'appui institutionnel à la réforme du secteur public
ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
MZFO	Bureau national du Mozambique
NAPA	Plan d'action national d'adaptation au changement climatique
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectif du millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ORPF	Département de la gestion financière et des acquisitions (BAD)
ORRU	Unité de partenariat et de la coopération (BAD)
PAG	Plan d'action de gouvernance
PAP	Partenariat pour l'aide au programme
PAPP	Plan d'amélioration du portefeuille pays
PARP	Plan d'action pour la réduction de la pauvreté
PARPA	Plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique
PEFA	Dépenses publiques et responsabilité financière
PERPU	Plan stratégique pour la réduction de la pauvreté urbaine
PME	Petites et moyennes entreprises

PNASP	Programme national d'action sociale
PPCR	Programme pilote d'adaptation au changement climatique
PPP	Partenariat public-privé
PQG	Plan quinquennal du Gouvernement
RNB	Revenu national brut
RWSSI	Initiative d'approvisionnement en eau et en assainissement en milieu rural
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SAPP	Pool énergétique de l'Afrique australe
SMT	Stratégie à moyen terme
SPCR	Programme stratégique d'adaptation au changement climatique
UC	Unité de compte

RESUME ANALYTIQUE

1. **Contexte pays:** De 1993 à 2009, le Mozambique a enregistré la plus forte croissance économique parmi les pays non producteurs de pétrole de l'Afrique subsaharienne, soit 7,5% par an. Les facteurs de croissance reposaient sur d'importants flux d'investissements directs étrangers (IDE) liés essentiellement à l'exploitation de ressources naturelles, à l'aide publique au développement (APD) et à l'agriculture. En dépit de ces avancées, le pays est encore confronté à de graves difficultés, notamment : l'absence de diversification économique, la faiblesse des institutions, le coût élevé des financements et le faible développement des infrastructures qui entrave la compétitivité du secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME).
2. **Programme national de développement et perspectives à moyen terme:** Le plan d'action à moyen terme du Mozambique en matière de réduction de la pauvreté (PARP, 2011-2014), vise à réduire le taux de pauvreté de 54,7% en 2009 à 42% en 2014; à combler le retard du pays en infrastructure et à promouvoir le bien-être économique à travers une croissance rapide et inclusive, sur la base de trois objectifs: (i) l'accroissement de la production agricole et piscicole, (ii) la promotion de l'emploi, et (iii) le développement social et humain. Ces objectifs s'appuient sur deux piliers très importants : la gestion macroéconomique et la bonne gouvernance. Globalement, l'économie devrait enregistrer en moyenne une croissance annuelle réelle de 8%.
3. **Stratégie d'assistance-pays du Groupe de la Banque:** La stratégie d'assistance proposée du Groupe de la Banque en faveur du Mozambique est conçue sur la base du positionnement stratégique de ce pays dans le programme d'intégration économique de l'Afrique australe et dans le cadre de l'approche de développement des corridors. Elle tient compte également des précédentes interventions de la Banque et de la réaction du gouvernement aux récentes informations faisant état du faible niveau de réduction de la pauvreté et de création d'emplois en dépit du taux de croissance relativement élevé du produit intérieur brut (PIB). Le DSP, préparé en réaction aux défis auxquels le pays est confronté actuellement en matière de développement, s'appuie sur les piliers ci-après : (i) Pilier I: Amélioration de la compétitivité du secteur privé à travers le développement des infrastructures; Pilier II: Gouvernance en appui à la croissance inclusive.
4. **Justification de la stratégie:** La préparation du DSP a commencé après les discussions avec le gouvernement, les partenaires au développement et la société civile, et elle a intégré les leçons tirées des précédents DSP, des revues de portefeuilles et des rapports d'achèvement de projets. Le DSP s'est inspiré des documents stratégiques ci-après : (i) l'Agenda 2025 à long terme ; le plan quinquennal du GdM, 2010-2014 ; les piliers et priorités du PARP, 2011-2014; (ii) la stratégie à moyen terme de la BAD et le document de stratégie d'intégration régionale de la Banque (RISP, 2011-2015). La stratégie du DSP consiste à promouvoir la compétitivité du secteur privé à travers le développement des infrastructures et l'inclusion sociale. La mise en œuvre réussie de cette stratégie devrait promouvoir les affaires, développer les activités des PME, et accroître l'investissement direct étranger (IDE) et les opportunités de cofinancement.
5. **Amélioration de la performance du portefeuille:** Les prêts de la Banque en faveur des secteurs public et privé ont été accordés dans le cadre d'opérations à l'appui de réformes ou du financement de projets. Au 30 juin 2011, le portefeuille englobait 16 opérations approuvées et en cours, dont le montant total des engagements, net des annulations, était de 333,4 millions d'UC répartis ainsi comme suit : 62% au secteur public, 31% aux opérations régionales et 7% au

secteur privé. Les infrastructures (énergie, routes, eau) représentent 70% du portefeuille approuvé et en cours. L'âge moyen des projets à partir de la date d'approbation est de 4,9 ans. Le pourcentage élevé des projets à risques et des engagements à risques est un problème en cours de résolution. La Banque a mis en place un plan destiné à améliorer la qualité du portefeuille, notamment en annulant les opérations vieillissantes et en améliorant la qualité au départ.

6. **Harmonisation des activités des donateurs:** Il ressort de l'évaluation annuelle de la coordination de l'aide au titre du partenariat pour l'aide au programme (PAP) 2010 que la Banque africaine de développement (BAD) a amélioré sa position par rapport à 2009 dans quatre domaines. La participation à l'appui budgétaire général (ABG) a été efficace en matière de renforcement de l'alignement, mais il convient d'accroître la flexibilité afin d'utiliser davantage les systèmes nationaux pour les projets d'investissement. Les interventions de la Banque ont porté essentiellement sur l'agriculture, l'infrastructure et la gouvernance, tout en assurant la complémentarité avec d'autres donateurs, à travers le financement parallèle de l'infrastructure des transports, de l'énergie et la mise en place du financement rural. La Banque envisage de renforcer sa présence localement afin d'améliorer la coordination de l'aide et le dialogue-pays en promouvant davantage de services consultatifs et le développement des connaissances, déterminés par la demande, notamment en jouant le rôle de chef de file des groupes de travail des donateurs en matière de réforme du secteur public, de transport (routes) et d'eau et assainissement. D'autres priorités englobent l'accroissement du nombre de projets et d'opérations régionales cofinancés.

7. **Dialogue-pays:** Le dialogue permanent avec le gouvernement mettra l'accent sur les objectifs suivants: (i) l'amélioration de la performance du portefeuille et de l'impact sur le développement; (ii) la mobilisation des ressources intérieures et l'utilisation efficace des ressources extérieures; (iii) le rôle des PME en matière de promotion de la croissance sociale inclusive; et (iv) le rôle du Mozambique dans le programme d'intégration régionale de l'Afrique australe.

8. **Recommandation:** Le Conseil d'administration est invité à examiner et à approuver la stratégie proposée pour le Mozambique pour la période 2011-2015, y compris la réserve indicative de projets devant être financés par l'allocation-pays du Mozambique au titre du FAD-XII (2011-2013) et d'une partie du FAD-XIII (2014-2016). Ce financement sera complété par les fonds provenant de l'enveloppe des opérations multinationales, du guichet du secteur privé, de la Facilité africaine de l'eau (FAE), du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de l'Initiative pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural (RWSSI) ainsi que d'autres sources de cofinancement.

I. CONTEXTE

1.1 Le précédent document de stratégie pays (DSP) pour le Mozambique couvrant la période 2006-2010 s'articulait autour de deux piliers, à savoir (i) les infrastructures et (ii) la gouvernance, et visait à appuyer le *Plan d'action pour la réduction de la pauvreté absolue* (PARPA, 2006-2010)¹.

1.2 Au cours de cette période, le Mozambique a réalisé des progrès remarquables sur les plans économique et social. L'économie a enregistré une croissance moyenne de 7 %, soit un des meilleurs taux enregistrés sur le continent. Cette solide performance a amélioré les perspectives de l'atteinte de la cible de l'Objectif du millénaire pour le développement (OMD) visant à réduire de moitié la pauvreté à l'horizon 2015 au Mozambique.

1.3 En dépit de cette embellie, des efforts supplémentaires sont requis pour réduire davantage la pauvreté et réaliser la transformation économique. Le Plan quinquennal du Gouvernement (*PQG - Plano Quinquenal do Governo*) lancé en 2010, et le Plan d'action pour la réduction de la pauvreté (PARP, 2011-2014), constituent la réponse du Gouvernement du Mozambique (GdM) à ces défis. Ces plans sont conçus au titre de l'Agenda 2025 du pays, visant à faire du Mozambique un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2025.

1.4 Ce nouveau DSP, couvrant la période 2011-2015, est aligné sur le PQG, la Stratégie à moyen terme (SMT) 2008-2012 du Groupe de la Banque, le Document de stratégie d'intégration régionale (DESIR) pour l'Afrique australe, les directives du FAD-12 et la Stratégie du secteur de l'agriculture (2010-2014) de la Banque. Il s'appuie sur les interventions antérieures de la Banque et prend en compte les défis actuels du pays en matière de développement, caractérisés par des progrès limités en termes de réduction de la pauvreté et de création d'emplois, en dépit des forts taux de croissance du PIB. Le présent DSP couvrira le Cycle du FAD-12 ainsi qu'une partie du FAD-13.

¹ Document du Conseil portant la cote : ADB/BD/WP/2006/47

II. CONTEXTE DU PAYS ET PERSPECTIVES

2.1. Contexte politique, économique et social

Contexte politique

2.1.1 L'environnement politique du Mozambique est globalement stable. Plusieurs élections pacifiques y ont été organisées depuis la signature du traité de paix en 1992. Cependant, les dernières consultations électorales d'octobre 2009, remportées par le parti au pouvoir (*Frente de Libertação de Moçambique (FRELIMO)*), se sont déroulées sur fond d'allégations d'exclusion politique. La Constitution et la Loi électorale sont actuellement en cours de révision, en vue de garantir une plus grande transparence et une meilleure intégration politique, sous la supervision étroite de la communauté des donateurs, y compris la Banque.

2.1.2 Les prochaines consultations électorales - législatives, provinciales et présidentielle - sont prévues en 2014 ; cependant, l'absence de consensus sur le programme des réformes est susceptible de miner la stabilité politique. Cette situation pourrait être exacerbée par la détérioration des conditions socioéconomiques, notamment la hausse des prix des denrées alimentaires, du pétrole et des services publics, qui a déclenché des émeutes urbaines en septembre 2010². En dépit des taux de croissance relativement élevés enregistrés au cours de la décennie écoulée, cette situation socioéconomique contraignante suscite des inquiétudes quant à un mode de développement dépendant essentiellement de l'Aide publique au développement (APD) et des investissements directs étrangers (IDE), mais sans véritable lien avec le reste de l'économie.

Contexte économique

2.1.3 L'économie a maintenu une croissance soutenue sur une longue période, en dépit des effets néfastes du ralentissement économique mondial. De 1993 à 2009, le Mozambique était l'économie non pétrolière la plus florissante en Afrique subsaharienne, avec un taux de croissance annuel moyen de 7,5%³. Les

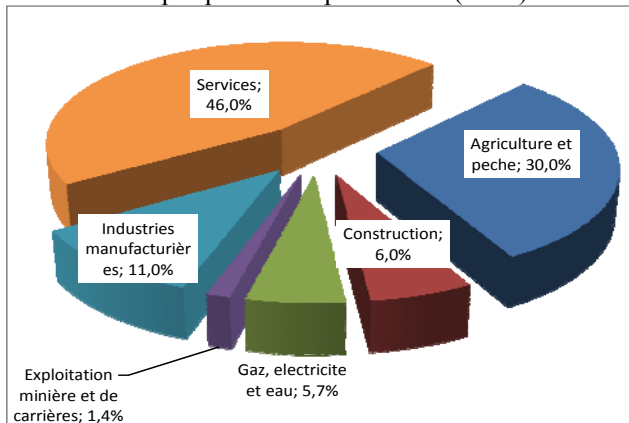
² En réponse, les Autorités mis en œuvre un gel temporaire des prix administrés sur les produits alimentaires importés, et des mesures d'austérité budgétaires visant à geler la hausse des salaires des hauts responsables.

³ Indicateurs du développement dans le monde (WDI, 2010).

taux de croissance du PIB devraient se stabiliser autour de 8% à moyen terme, en raison du dynamisme de nouvelles industries extractives et de l'accroissement des investissements publics ; cette embellie devrait permettre au Mozambique de renouer avec la croissance soutenue d'avant la crise (cf. Tableau 1 et Annexe 6 – Indicateurs macroéconomiques sélectionnés). En 2010, le PIB par habitant s'élevait à 458 dollars EU contre 137 dollars EU⁴ en 1993, au lendemain de la fin de la guerre civile.

2.1.4 Malgré cette croissance robuste, l'économie repose sur une base étroite. Le secteur des services représente 46% du PIB, suivi par les secteurs agricole et industriel, avec respectivement 30% et 24% (Graphique 1). La contribution du secteur minier devrait s'accroître avec le démarrage de l'exploitation des mines de charbon en 2011, ce qui devrait porter les recettes d'exportation à 3,0 milliards de dollars EU en 2012. La base des exportations demeure étroite ; en effet, l'aluminium représente plus de la moitié des exportations, et 15 produits seulement enregistrent un volume d'exportation annuel de plus d'un million de dollar EU.

Graphique 1: PIB par secteur (2009)



Source: Département de la Statistique de la BAD, et Institut national de la statistique

Croissance et moteurs de la croissance

2.1.5 La croissance du PIB réel au cours de la décennie écoulée reposait essentiellement sur : (i) le volume important des investissements directs étrangers, principalement dans les secteurs minier, de l'électricité, du tourisme, de la construction et des télécommunications ; (ii) une APD accrue – en moyenne 89,2 dollars EU par habitant (soit un des

ratios Aide/PIB les plus élevés en Afrique) ; et (iii) une croissance robuste dans le secteur agricole.

2.1.6 L'augmentation de la production agricole enregistrée au cours des cinq dernières années était due à des conditions climatiques favorables, à un soutien accru aux petits exploitants agricoles à travers l'amélioration des services de vulgarisation et de fourniture d'intrants. L'augmentation de la productivité et la diversification du secteur agricole nécessiteront une innovation technologique et le développement des infrastructures rurales. Par conséquent, la vulgarisation des techniques et pratiques agricoles modernes constituent la clé de la transformation économique.

Tableau 1 : Tendances macroéconomiques (en % de PIB)

Indicateurs	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Croiss. Du PIB (%)	5,4	6,5	7,3	7,5	7,9	7,8
Inflation (%)	3,4	12,7	9,5	7,2	5,6	5,6
Déficit financier	5,7	4,9	7,2	6,4	6,8	6,4
Recettes totales	17,4	19,6	20,2	20,6	21,1	21,4
Dépenses totales	32,2	32,5	33,9	34,4	34,5	34,1
Déficit du C.C. ext.	14,2	10,2	11,4	12	11,4	10,9
Déficit commercial	20,3	20,5	19,8	16,2	16,1	15,8

Source : Ministère des Finances, Dépt. de la statistique de la BAD, et projections du FMI pour la période 2011-2014. CC ext. – Déficit du compte courant extérieur.

2.1.7 De nouveaux partenaires ont joué un rôle de plus en plus important dans le cadre des IDE. Les investissements de l'Inde dans les secteurs agroalimentaire, de l'électricité et minier devraient atteindre un milliard de dollars EU en 2011. La Chine est devenue le deuxième plus grand investisseur en 2010, et devrait investir plus de 13 milliards de dollars EU dans les dix prochaines années, principalement dans le secteur des infrastructures (portuaires, routières et énergétiques). En outre, le Brésil focalise ses interventions sur l'agriculture, les ressources minières, les infrastructures et la santé, avec un volume d'investissements de 4 milliards de dollars EU prévus au cours des quatre prochaines années, selon le Centre de promotion des investissements.

Gestion macroéconomique

2.1.8 La politique macroéconomique est alignée sur l'Instrument de soutien à la politique économique du FMI, et vise à assurer la viabilité de la croissance

⁴ Ministère de la Planification et du Développement, 2010

économique, la stabilité des prix et des taux de change, et la mise en œuvre d'un programme de réformes structurelles. Le pays a maintenu une bonne performance financière au cours des cinq dernières années, en enregistrant une augmentation des recettes totales qui sont passées de 12% du PIB en 2005 à 19,6% en 2010, principalement en raison d'une efficacité accrue dans le recouvrement des recettes fiscales. Le pays envisage d'éliminer progressivement les subventions sur les prix des carburants. De plus, le parlement a adopté un projet de loi portant amendement du Budget 2011 de l'Etat, afin d'intégrer des dépenses supplémentaires d'une valeur de 306,7 millions de dollars EU, requises pour la mise en œuvre des mesures de réduction du coût de la vie. Cependant, le volume important de la masse salariale, associé à l'introduction de subventions à moyen terme, a entraîné des pressions fiscales insoutenables et la détérioration du solde budgétaire qui a atteint des taux proches de 6% du PIB.

2.1.9 Le taux d'inflation moyen s'est établi à 12,7% en 2010, reflétant l'impact fort de la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole. Des risques de résurgence des tensions inflationnistes persistent, compte tenu de la récente hausse de 10% des prix des combustibles liquides, consécutive à l'élimination progressive des subventions sur les prix des carburants, et à l'expansion de la politique monétaire. Cependant, l'inflation devrait se stabiliser autour de 7% dans les prochaines années, en raison du resserrement de la politique monétaire de la Banque centrale entrepris depuis la fin de 2009, en vue d'éliminer les anticipations inflationnistes.

2.1.10 La politique monétaire accommodante mise en œuvre en réponse à la crise financière, a entraîné une dépréciation du taux de change ; ainsi, le metical s'est déprécié de 1/3 et de 2/5 respectivement face au dollar américain et au rand sud-africain en 2009. Depuis lors, la Banque centrale a relevé son taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 100 points de base à 16,5%, et les réserves obligatoires de la Banque commerciale à 9% de l'encours des dépôts. En conséquence, le metical a enregistré une forte appréciation d'environ 17% par rapport au dollar américain au cours des dix derniers mois. Cependant, ces mesures ont eu un impact négatif sur la compétitivité des exportations et les prêts au secteur privé, limitant ainsi les opportunités de croissance globales.

2.1.11 Les réserves nettes en devises ont atteint 1,88 milliard de dollars EU en février 2011, contre 1,74 milliard de dollars EU en décembre 2010, en raison de la hausse des exportations, soutenue par les récents investissements dans les industries extractives. Cela a compensé la hausse de la facture des importations, consécutive à la flambée des prix des denrées alimentaires et du pétrole. Cette embellie a également contribué à améliorer les comptes extérieurs du Mozambique et à assurer un niveau confortable des réserves en devises, estimées à 5 mois de couverture des importations.

2.1.12 Il ressort de l'analyse de la soutenabilité de la dette effectuée par le FMI, que les indicateurs d'endettement du pays sont inférieurs aux seuils indicatifs, y compris à long terme (Tableau 2). Le Gouvernement mozambicain a négocié un plafond de 900 millions de dollars EU pour les emprunts non concessionnels (ENC) avec le FMI pour les trois prochaines années, qui devront être consacrés à des investissements productifs. La gestion des ENC nécessitera le renforcement des capacités de gestion de la dette, particulièrement en ce qui concerne les emprunts contractés par les entreprises publiques (EP) et d'autres opérations avec garantie souveraine.

Tableau 2 : Indicateurs de soutenabilité de la dette du Mozambique

Description	Référence	2010	2011	2012	2013	2014
Dettes extérieures*	n,d	2	2,7	3,5	4,2	4,9
VAN Ratio dette/PIB (%)	40	20	23	27	29	31
VAN Ratio dette/export. (%)	150	68	85	93	102	108
Ratio service de la dette-exportations (%)	20	2	2	4	5	6

Source : Estimations du FMI. VAN – Valeur actuelle nette. n.d – non disponible. * : Valeur nominale en milliards de dollars EU. Les données de la période 2011-2014 sont des prévisions.

2.1.13 Au cours du premier semestre de 2010, les IDE ont enregistré une forte hausse de 400 % à partir d'une base de référence faible, comparativement à la même période en 2009 ; cette forte croissance résultait essentiellement de l'essor des investissements en matière de construction et d'exploitation des mines de charbon, et elle devrait atteindre 917 millions de dollars EU en 2011. Cependant, la 2e revue de l'IPSE/Article IV du rapport des services du FMI du 26 mai 2011, souligne la

nécessité d'efforts supplémentaires pour: (i) atteindre et soutenir une croissance plus inclusive ; (ii) créer un espace budgétaire à travers des emprunts concessionnels et non concessionnels prudents ; (iii) accroître l'efficacité du recouvrement des recettes ; (iv) améliorer les systèmes actuels de protection sociale ; et (v) renforcer la gestion macroéconomique des ressources naturelles.

Gouvernance et transparence

2.1.14 Le Gouvernement a entrepris un programme de réformes ambitieux, mais la corruption demeure un fléau majeur, notamment en raison des faiblesses des systèmes de contrôle internes, de la lenteur de la mise en œuvre des réformes du système judiciaire et des conflits d'intérêts de l'Etat-partie actuels, qui se soldent par l'utilisation peu efficace des ressources publiques. Toutefois, des progrès ont été réalisés, particulièrement en termes d'expansion de la mise en œuvre du système intégré de gestion financière (e-SISTAFE)⁵, d'exécution d'un nombre accru de contrôles de performance par la Cour des comptes (*TA - Tribunal Administrativo*) ; de révision de la législation en matière de passation des marchés publics (Décret n° 15/2010), et d'approbation du Plan stratégique du Bureau central de lutte contre la corruption en janvier 2011. Le Cabinet a approuvé la révision de la loi anticorruption n° 6/2004 en juillet 2011, et celle des lois n° 4/1990 et 7/1998 sur la déclaration des biens est prévue en 2011.

2.1.15 Des progrès ont également été accomplis en matière de gestion des finances publiques et d'application de l'Etat de droit, comme en témoigne la légère amélioration des indicateurs de gouvernance du Forum économique mondial (FEM) (**Error! Reference source not found.**). Une tendance similaire a été observée dans l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine 2008/2009, dans lequel le Mozambique est passé de la 27^e à la 20^e position sur un total de 53 pays.

⁵ En 2008, le système e-SISTAFE avait été mis en œuvre dans l'ensemble des 25 ministères, 7 organes de l'Etat, 544 unités d'exécution du budget et 31 districts. En fin 2009, la mise en œuvre de ce système a été élargie à 50 districts et 29 institutions supplémentaires au niveau de l'administration centrale.

Tableau 3: Indicateurs de gouvernance du FEM 2008-2009

Indicateurs	2008	2009	Statut
Efficacité de la gouvernance	-0,34	-0,34	égale
Ecoute et responsabilité	-0,05	-0,07	pire
Perception de la corruption	-0,47	-0,41	meilleure
Etat de droit	-0,60	-0,58	meilleure

Note : Critères de performance : -3,0 (pire) à 2,5 (meilleure) Source : Département de la statistique de la BAD, données du FEM 2010.

2.1.16 Il ressort de la revue Dépenses publiques et responsabilité financière (PEFA) 2010, que de 2007 à 2009, des progrès ont été réalisés en matière de crédibilité du budget de l'Etat. Ainsi, la transparence des relations budgétaires intergouvernementales (indicateur PI-8) s'est améliorée, enregistrant la note B en 2010, contre C+ en 2008 ; la prévisibilité budgétaire (indicateur PI-13) s'est également améliorée, de la note B+ à la note A, en raison d'une transparence accrue en matière d'assujettissement et d'obligations des contribuables ; l'efficacité des mesures d'immatriculation des contribuables (indicateur PI-14) est passée de B à A, et l'efficacité du recouvrement des contributions fiscales (indicateur PI-15) est passée de D+ à C+. Toutefois, en dépit de ces progrès, des efforts supplémentaires sont requis dans certains secteurs, particulièrement en ce qui concerne la vérification des comptes des entreprises publiques et les dépenses effectives par rapport au budget initialement approuvé.

2.1.17 Le processus de validation de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) a connu des avancées significatives depuis l'adhésion du Mozambique en mai 2009. En effet, ce pays a mis en place des mécanismes institutionnels de validation à travers la publication du premier rapport de réconciliation et la présentation du rapport de validation au Conseil d'administration international de l'ITIE le 16 mai 2011. Le Mozambique a enregistré une bonne performance dans 15 indicateurs sur 18, et les faiblesses observées relevaient : (i) du faible niveau d'engagement de la société civile ; (ii) de l'étendue limitée de la dissémination ; et (iii) des écarts entre les recettes minières déclarées par le Gouvernement mozambicain et celles déclarées par les investisseurs privés. Néanmoins, un délai de grâce a été accordé au gouvernement mozambicain pour atténuer ces faiblesses, et il devra soumettre à l'appréciation du Conseil d'administration de l'ITIE, au plus tard en décembre 2011, une nouvelle délimitation de l'étendue de la diffusion et un plan d'action ITIE pour la période 2011-2013.

Environnement des affaires et compétitivité

2.1.18 Dans le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale sur le climat des affaires, le Mozambique est passé de la 135^e position (2010) à la 126^e position en 2011, en raison de sa bonne performance en matière des conditions de création d'entreprises, de commerce transfrontalier et de fermeture d'entreprises. Les domaines nécessitant des améliorations incluent notamment : l'obtention des permis de construire, le transfert de propriété, l'obtention de prêts, le paiement des taxes et impôts, l'exécution des contrats et la fermeture d'entreprises. (Tableau 4).

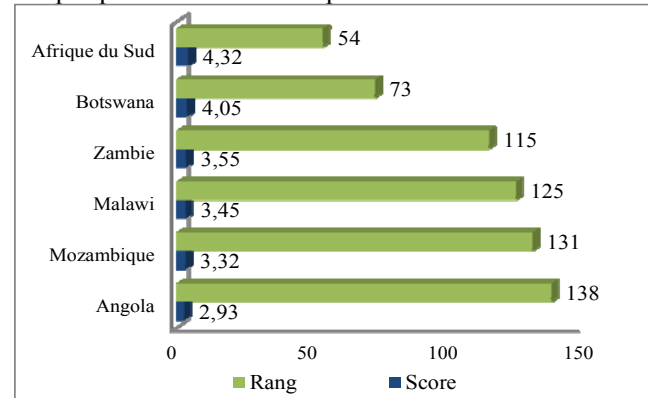
Tableau 4: Facilité de faire des affaires au Mozambique (DB), 2010-2011

Rubriques	Classement 2011	Classement 2010	(▼) Amélioration du statut
Facilité de faire des aff.	126	135	▼
Création d'entreprises	65	96	▼
Obt. permis de constr.	155	159	▼
Transferts de propriété	144	151	▼
Obtention de prêts	128	127	▲
Protect. des investisseurs	44	41	▲
Paiement tax. & impôts	101	97	▲
Comm. transfrontalier	133	136	▼
Exécution de contrats	132	129	▲
Fermeture d'entreprises	129	136	▼

Source: Ease of Doing Business 2010-2011, Banque Mondiale

2.1.19 Des défis majeurs persistent sur les investissements, les opérations et le commerce dans le secteur privé, particulièrement en ce qui concerne les PME, en raison: (i) des contraintes réglementaires et d'une charge fiscale excessives, (ii) des coûts de financement élevés, (iii) de la faiblesse des capacités de la population active, (iv) des difficultés d'accès aux marchés, (v) de l'absence de corrélations horizontales et verticales, et (vi) de la faiblesse des capacités en matière de gestion des entreprises. En conséquence, le Mozambique occupe un mauvais rang dans le cadre de l'Indice de compétitivité mondiale (GCI) du FEM, classé 131^e sur 139 pays, loin derrière la plupart de ses pairs de la région (Graphique 2).

Graphique 2: Indice de compétitivité mondiale 2010



Source : Rapport du Forum économique mondial 2010-2011

2.1.20 Le GdM reconnaît l'importance des PME en tant que moteurs de la création d'emplois et de richesses. L'on estime à 30 000 le nombre de PME formelles, dont la plupart (89,5%) sont de petite taille, et qui représentent 42,8% des emplois du secteur privé⁶ (Tableau 5). Près de 12% de ces PME œuvrent dans les secteurs productifs (agriculture, industries manufacturières et construction), alors que d'autres sont spécialisées dans le commerce de détail (**Error! Reference source not found.**). En dépit de cet important potentiel de création d'emplois des PME, le secteur des entreprises reste dominé par les entreprises publiques, qui interviennent pour 80% dans le volume total des prêts au secteur privé. L'essentiel des sociétés privatisées sont concentrées dans les secteurs industriel et tertiaire. L'absence de compétitivité constitue la principale préoccupation, en raison de la vétusté des équipements utilisés et du durcissement des conditions de prêts au secteur privé.

Tableau 5: Répartition des PME par taille et par

Taille des PME	Nombre total d'unités	%	Nombre total d'employés	%	% du PIB
Micro	23,074	79,9	42,563	14,1	0,0
Petite	2,779	9,6	17,586	5,8	16,5
Moy.	2,621	9,1	69,076	22,9	12,0
Total PME	28,474	98,6	129,225	42,8	28,5
Grande	3,966	1,4	171,920	57,1	40,1
Total	28,870	100	301,145	100	68,6

pourcentage du PIB

Source : Institut national de la statistique, Enterprise Survey, CEMPRE 2004 Ministère de l'Industrie et du Commerce, stratégie pour le développement des petites et moyennes entreprises au Mozambique 2007-2012

⁶ D'après les autorités publiques mozambicaines, 68% de la main d'œuvre urbaine et 87,5% de la main d'œuvre rurale opèrent dans le secteur informel (Institut national de la statistique, INE, 2006).

Secteur financier

2.1.21 Il ressort du rapport 2009 de l'enquête Finscope⁷ que l'accès aux services financiers reste faible. Cependant, les prêts au secteur privé sont passés de 18,7% du PIB en 2008 à 29,8% en 2010, soutenus principalement par l'octroi de prêts à court terme dans les secteurs de la construction et du commerce de détail. Le système bancaire est caractérisé par l'absence de compétitivité, 85% des actifs totaux du secteur financier étant concentrés dans les trois plus grandes banques du pays, qui sont fortement liées au système bancaire portugais. La crise bancaire au Portugal, associée à la dollarisation de l'économie à la fin de 2009 et au début de 2010, a conduit à une sous-liquidité bancaire, limitant ainsi l'accès du secteur privé aux crédits bancaires. L'expansion rapide des établissements de microfinance (EMF) au cours des dernières années a contribué à améliorer l'accès aux services bancaires⁸. Le secteur des assurances reste sous-développé, contribuant pour moins de 1% au PIB.

Sect.	Nombre de PME par secteur d'activité			Volume total d'activités (Monnaie : Metical - 10 ⁶ MZN)		
	Petite	Moy.	Total	Petite	Moy.	Total
Agric. . forest	485 2%	132 1%	617 2%	119 0%	224 1%	343 1%
Indust.	2,310 8%	518 2%	2,828 10%	7,535 27%	3,278 11%	10,814 39%
Constr.	82 0%	150 1%	232 1%	406 2%	1,805 7%	2,211 8%
Vente en gros	15,446 54%	911 3%	16,357 57%	3,434 12%	2,889 11%	6,323 23%
Transp.	196 1%	126 0%	322 1%	123 0%	1,051 4%	1,173 4%
Héberg. Rest.	5,398 19%	341 1%	5,739 20%	1,070 4%	616 2%	1,686 6%
Autres	1,936 7%	444 1%	2,380 9%	3,265 12%	1,786 7%	5,051 10%
Total	25,853 91%	2,622 9%	28,474 100%	15,952 58%	11,649 42%	27,601 100%

Tableau 6: Répartition des PME par secteur d'activité

Source: Institut national de la statistique, Enterprise Survey, CEMPRE 2004 Ministère de l'Industrie et du Commerce, stratégie pour le développement des petites et moyennes entreprises au Mozambique 2007-2012.

⁷ Finscope est un instrument d'évaluation de l'accès aux services financiers mis au point par Finmark Trust International.

⁸ Le Rapport annuel 2010 de la Banque centrale montre que le secteur bancaire couvre 45,3% de l'ensemble des 128 districts. 188 nouvelles filiales ont été ouvertes en 2008 et en 2010, portant à 466 le nombre total de filiales.

Secteur énergétique

2.1.22 Le Mozambique regorge d'un important potentiel de charbon, de gaz et d'énergie hydroélectrique, mais il n'a pas la capacité d'exploiter pleinement ces ressources pour fournir à la population de l'électricité fiable. A ce jour, 17% de la population seulement a accès à l'électricité (2011), près de deux millions de Mozambicains étant approvisionnés à travers des systèmes photovoltaïques. Le pays a une capacité de production d'énergie électrique de 2,392 gigawatts (GW), dont 90% proviennent du barrage hydroélectrique de Cahora Bassa. Le Mozambique exporte 35% de sa production totale, essentiellement vers l'Afrique du Sud et le Zimbabwe. Actuellement, la fonderie d'aluminium de Mozal représente à elle seule 60% de la consommation d'électricité et 100% des importations. Toutefois, en dépit de son important potentiel hydroélectrique, le pays reste confronté à l'instabilité de la fourniture de l'énergie électrique.

Agriculture

2.1.23 La production agricole et halieutique est d'une importance capitale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que pour le bien-être de la population, et elle contribue pour près d'un tiers au PIB⁹. Cependant, ce secteur reste caractérisé par la faiblesse de la production et de la productivité, en raison des difficultés d'accès aux marchés, du manque d'infrastructures post-récolte, de l'accès limité aux mécanismes de crédits et d'assurance, et de la vulnérabilité aux impacts du changement climatique. Près de 97% de la production provient de 3,2 millions d'exploitations de subsistance couvrant en moyenne une superficie de 1,2 hectare. Toutefois, il existe environ 36 millions d'hectares de terres arables propices à l'activité agricole, dont seulement 10% sont cultivées actuellement et 3% irriguées. Pour renverser cette tendance, le GdM a approuvé la Stratégie nationale d'irrigation pour la période 2011-2019. Cette Stratégie, dont le coût estimatif s'élève à 645 millions de dollars EU, vise à doubler la superficie globale des terres irriguées dans les provinces de Sofala, Manica et Zambézia, les portant de 66 000 hectares à 113 000 hectares à l'horizon 2019.

⁹ Il ressort d'une étude réalisée par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi) 2010, qu'environ 95% des femmes mozambicaines sont engagées dans l'agriculture, contre seulement 66% des hommes.

2.1.24 Le GdM a également approuvé le plan national de développement du secteur agricole (PEDSA – *Plano Estratégico para o Desenvolvimento do Sector da Agricultura*), aligné sur la Stratégie de la révolution verte 2008-2012 du pays et le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA). Cette stratégie vise à stimuler la production et la productivité, en vue de générer un surplus agricole qui sera commercialisé dans les marchés régionaux. En outre, la stratégie est axée sur la promotion de la gestion durable des ressources naturelles.

Secteur des transports

2.1.25 Le secteur des transports a un potentiel régional et il est en pleine restructuration. Le Gouvernement a mis en place un programme ambitieux de reconstruction et d'expansion de ce secteur, qui vise notamment le renforcement des capacités en matière d'entretien, avec l'appui des partenaires au développement. Le secteur des transports compte actuellement 26.235 km de routes répertoriées¹⁰, dont seulement 5.005 km (19,8 %) sont bitumées, 3.000 km de lignes de chemin de fer, dont près de la moitié est opérationnelle, et cinq aéroports internationaux. Les infrastructures portuaires et ferroviaires du pays ont été développées principalement pour desservir le commerce régional, tandis que le réseau routier est destiné aux échanges intérieurs et à l'accès aux ports côtiers. Les corridors routiers des ports de Maputo, de Beira et de Nacala, desservent le Botswana, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, le Swaziland, le Malawi, la Zambie et la République démocratique du Congo. Le défi majeur dans ce secteur repose sur la capacité à relier efficacement les zones d'exploitation des ressources naturelles et les ceintures agricoles aux principales agglomérations (demande) en vue de l'éclosion de nouveaux marchés susceptibles de stimuler l'expansion du secteur privé et la compétitivité des PME.

Intégration régionale et commerce

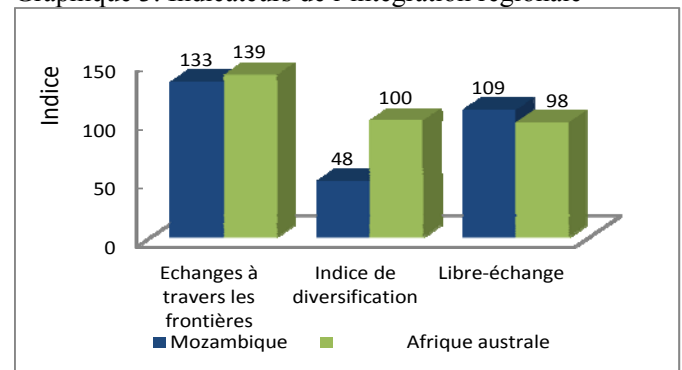
2.1.26 Le Mozambique jouit d'une situation géographique privilégiée en Afrique australe ; cependant, sa contribution aux échanges régionaux

¹⁰ Le Mozambique présente une densité routière très faible (3,87 km par 100 km²), contre 69 km au Vietnam; 112 km en Inde; 29 km en Afrique du Sud, 9 km en Zambie, et 25 km au Zimbabwe – Banque mondiale, 2010.

reste limitée. En effet, ce pays assure 70% du trafic en transit dans l'espace de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), d'où son rôle majeur dans le commerce régional. Le Programme d'intégration régionale met l'accent sur les transports, l'énergie et les ressources hydriques. Le pays envisage de construire une dorsale nationale de transport de l'électricité en vue de l'interconnexion avec l'Afrique du Sud et le Pool énergétique d'Afrique australe (SAPP). D'autres projets incluent la construction d'un nouveau port en eau profonde au Sud du Mozambique, impliquant le Botswana et le Zimbabwe ; le développement du Corridor de Nacala, y compris la modernisation des aéroports de Nacala, de Pemba et de Tete.

2.1.27 Le Mozambique a libéralisé 85% de ses tarifs douaniers au titre de l'Accord régional de libre échange, et il a ratifié la majorité des 29 protocoles en matière d'intégration économique et régionale. Par ailleurs, le pays a signé des accords bilatéraux avec le Malawi et le Zimbabwe, en vue de l'application des règles d'origine fondées sur la valeur ajoutée des produits et le changement de position tarifaire à hauteur d'un plafond de 35% de la valeur ajoutée locale. Le Mozambique bénéficie d'un accès privilégié aux marchés européens, au titre de l'Accord de partenariat économique (APE) Union européenne (UE) – SADC signé en 2009. Les indicateurs du commerce transfrontalier et de la liberté du commerce sont conformes aux normes régionales ; cependant, le pays a un faible indice de diversification, reflétant la forte concentration de ses produits d'exportation (Graphique 3).

Graphique 3: Indicateurs de l'intégration régionale



Source: Ease of Doing Business, 2011. Banque mondiale, Perspectives économiques en Afrique, BAD-OCDE, 2010

2.1.28 La contribution du Mozambique au commerce mondial n'a cessé de croître, grâce essentiellement aux exportations de ressources naturelles (aluminium, électricité et gaz). Les exportations traditionnelles, (de cajou, crevettes, coprah, sucre et coton) étaient

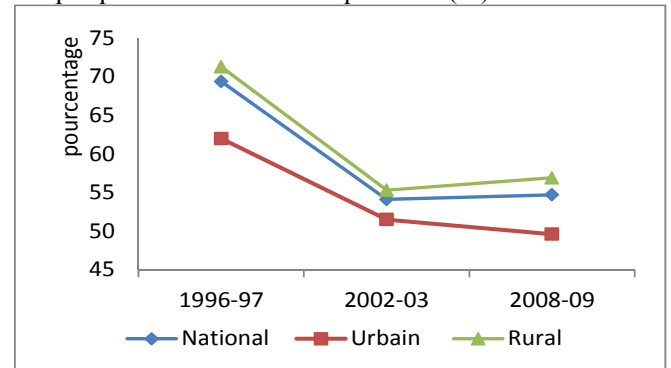
inférieures à la croissance moyenne sur les marchés mondiaux au cours de la période 2006-2010. Le Mozambique importe encore d'importants volumes d'appareils, de véhicules, de carburants et de biens de consommation durables, principalement en provenance de l'Afrique du Sud (35%), de l'Europe (24%) et de l'Asie (26% - en particulier la Chine, l'Inde et le Japon). Les exportations mozambicaines sont essentiellement destinées à l'Europe (54% - Belgique, Pays-Bas et Espagne). Les exportations au sein de la SADC sont passées de 385 millions de dollars EU en 2005 à 599,2 millions de dollars EU en 2009, mais le volume des échanges intra-régionaux reste faible, soit 19% du PIB. Toutefois, ce volume devrait s'améliorer, suite à la consolidation des tarifs douaniers préférentiels initiée au titre des accords de libre-échange au sein de la SADC en 2008.

2.1.29 Le Mozambique s'apprête à apporter une contribution plus significative aux efforts d'intégration régionale, étant donné que les trois corridors de transport régionaux (Beira, Nacala et Maputo) joueront un rôle stratégique dans le transport des marchandises en provenance ou à destination des pays frontaliers enclavés - Zimbabwe, Zambie, Malawi, Botswana - ainsi que de l'Afrique du Sud (Voir carte à l'Annexe 10). L'exploitation de ressources naturelles, notamment le charbon et le gaz, permettra également d'accélérer le développement des infrastructures logistiques du pays.

Contexte social

2.1.30 Le développement social demeure un défi majeur, en dépit des progrès accomplis depuis le milieu des années 1990. Il ressort de l'enquête sur les ménages que la pauvreté a reculé, de 69% en 1996 à 54% en 2003 (Graphique 4). Cependant, les données récentes de l'enquête sur les ménages 2008/2009 indiquent une stagnation de la pauvreté à 54%, preuve que la croissance n'a pas été inclusive au cours des dernières années. Selon le rapport de l'enquête sur les ménages 2008/2009, les principales causes de la stagnation de la pauvreté englobent notamment : la faible croissance de la productivité agricole, la récurrence des chocs climatiques qui a entraîné une chute des rendements, la dégradation des termes de l'échange due à la hausse des cours mondiaux des denrées alimentaires et du pétrole, ainsi que les inégalités de revenus (42% en 2009, d'après l'indice de Gini).

Graphique 4: Incidence de la pauvreté (%)



Source : Ministère de la Planification et du Développement, 2010.

2.1.31 Malgré la stagnation de la pauvreté monétaire dans le pays, les indicateurs non monétaires du bien-être ont connu des améliorations significatives, en raison des investissements accrus dans l'accès aux services de base (l'éducation, la santé et les conditions de logement). Le taux de mortalité des moins de 5 ans a chuté, de 245 pour 1000 naissances vivantes en 1997 à 138 pour 1000 naissances vivantes en 2008 ; la mortalité infantile est passée de 144 pour 1000 naissances en 1996 à 93 pour 1000 naissances en 2008, reflétant l'amélioration de l'encadrement dans les garderies publiques. Les cibles des OMD relatives à l'égalité des sexes et à la réduction de la mortalité infantile sont susceptibles d'être atteintes. D'autres OMD ont également enregistré des progrès considérables. A cet effet, les cibles associées à la l'amélioration de la santé maternelle, à la lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine - Syndrome de l'immunodéficience acquise (VIH/SIDA), le paludisme et d'autres maladies, ainsi qu'à la viabilité environnementale restent potentiellement réalisables (Annexe 9). Toutefois, s'agissant de l'indice du développement humain (IDH), la performance du Mozambique reste en deçà de la moyenne africaine, malgré la hausse de 54% enregistrée depuis 1990.

Protection sociale

2.1.32 Le système de protection sociale mozambicain est sous-développé, et des efforts sont nécessaires pour en améliorer la viabilité, la qualité et le ciblage (Encadré 1). Des progrès ont été réalisés, à travers l'approbation de la Réglementation en matière de protection sociale en décembre 2009 et de la Stratégie nationale de protection sociale (ENSSB - Estrategia Nacional de Segurança Social Básica) en 2010, le Programme national d'action

sociale (PNASP – Programa Nacional de Acção Social Produtiva) et l'introduction du Plan stratégique pour la réduction de la pauvreté urbaine (PERPU – Programa Estratégico de Redução da Pobreza Urbana). En outre, le GdM entreprend actuellement

Encadré 1: Mozambique : Système de protection sociale

Le Mozambique a un système de protection sociale inadapté aux besoins des couches les plus vulnérables. Ce système représente actuellement moins de 0,2 % du PIB et ne couvre pas plus de 8,3% des ménages pauvres. Une des principales initiatives consiste à effectuer des transferts d'argent inconditionnels directement aux personnes vulnérables, en vue d'atteindre environ 150 mille

un examen des dépenses sociales, avec l'appui des partenaires au développement¹¹, afin de déterminer l'espace budgétaire nécessaire pour mettre en place pour un système de protection sociale plus inclusif.

Education

2.1.33 Le principal défi dans ce secteur consiste à améliorer la qualité de l'éducation et à relever le taux de scolarisation dans l'enseignement technique et la formation professionnelle (ETFP). Le taux de scolarisation (54%) était inférieur à la moyenne africaine (64,8%) en 2008. Le taux net de scolarisation pour l'enseignement primaire a plus que doublé, passant de 45% en 1998 à plus de 96% en 2008. Le taux de scolarisation des filles a augmenté, de 40% à 93%, réduisant ainsi l'inégalité entre les sexes. Toutefois, d'importantes inégalités entre les sexes persistent aux niveaux supérieurs : le taux brut de scolarisation des filles au niveau du secondaire représentait 20,5% des effectifs totaux en 2009. La demande en matière d'éducation reste élevée dans tous les sous-systèmes, mais le volume des ressources publiques allouées à ce secteur est bien en deçà de la moyenne enregistrée dans les pays en développement (5% du PIB en 2006 – voir Annexe 7), ce qui constitue un défi majeur en termes de qualité de l'éducation.

2.1.34 L'enseignement supérieur a connu des progrès considérables entre 2004 et 2009, avec une forte croissance des effectifs totaux, qui sont passés de 15.113 à 60.949 dans les universités d'Etat, et de 7.143 à 20.301 dans les institutions privées. Cependant, en dépit de ces progrès, près de 80% de la population active n'ont pas achevé le cycle primaire,

et 13% seulement ont achevé le cycle secondaire. Cela a conduit le GdM à orienter ses priorités en faveur de l'enseignement technique et professionnel, à travers l'introduction, en 2006, du Programme intégré de réforme de l'enseignement professionnel (*PIREP - Programa Integrado para reforma do Ensino Profissional*). Par ailleurs, le Gouvernement mozambicain envisage de créer un observatoire de l'emploi et de la formation professionnelle, à travers la mise en place de l'Office national de la formation, qui sera chargé de l'ETFP et du développement des aptitudes de la population active.

Genre

2.1.35 Le Mozambique a réalisé des avancées considérables en matière de réduction des inégalités entre les sexes, notamment dans l'éducation, où une quasi-parité entre les sexes a été atteinte. Des progrès ont été réalisés vers la parité entre les sexes dans l'enseignement primaire, avec une amélioration du ratio filles/garçons, de 83 (2000) à 88 (2010). Dans le cycle secondaire, les progrès ont été lents, et le taux de parité entre les sexes n'a connu qu'une faible croissance, de 67,9 (2000) à 74,8 (2010). Le taux de scolarisation des filles (entre 15-24 ans) a augmenté, passant de 50% (2000) à 62,1% (2010). Le taux de mortalité maternelle a sensiblement diminué, de 780 en 2000 à 550 pour 100 000 naissances vivantes en 2010. Le nombre de sièges occupés par des femmes au Parlement a augmenté, de 30% (2000) à 35% (2010).

2.1.36 Le Mozambique a ratifié divers traités internationaux, notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Par ailleurs, le Gouvernement a approuvé le «Plan national pour l'avancement des femmes 2010-2014», axé sur l'autonomisation des femmes. Au cours des cinq dernières années, des programmes de développement des aptitudes ont été organisés à l'intention de 76.722 femmes en 2010 contre 31.606 en 2005, y compris 200 associations des femmes¹². Toutefois, en dépit de ces progrès, l'Indice sexospécifique du développement du Mozambique en 2007 était de 0,395, bien en deçà des indices enregistrés dans les pays africains et les pays en développement, qui étaient respectivement de 0,433 et 0,694. En outre, les femmes représentent 52,3% de la population active totale ; mais la proportion des femmes salariées n'est que de 5,8% contre 22,2% chez les hommes (IFTRAB, Enquête sur la population active 2004-2005). D'après cette enquête, d'importantes inégalités persistent entre les hommes et les femmes.

¹¹ Nations unies, Banque mondiale et FMI

¹² La BAD appuie ce programme à travers le Projet de développement de l'entrepreneuriat féminin.

Santé

2.1.37 Les indicateurs sociaux restent faibles, avec une espérance de vie de 48 ans en 2010, largement en deçà de la moyenne africaine estimée à 56 ans. Le pays est en proie à une forte prévalence de maladies infectieuses, telles que le paludisme (responsable de 25% des décès annuels), le VIH/SIDA (avec un taux de séroprévalence de 11,5% en 2009), et la malnutrition infantile (46% d'enfants affectés par le retard de croissance en 2008). Ces maladies entraînent des conséquences négatives sur le rendement de la population active, notamment l'accentuation de l'absentéisme, la détérioration des capacités cognitives et l'aggravation de la pauvreté. Le Gouvernement a généralisé le traitement antirétroviral afin de prévenir la transmission mère-enfant, et a fourni une aide alimentaire à 354 000 personnes vulnérables. Cependant, il conviendrait de remédier à certaines insuffisances du secteur de la santé, notamment en ce qui concerne le système d'orientation des patients, la gestion des services de santé décentralisés et la fourniture de médicaments, ainsi que l'augmentation des dépenses publiques liées à la santé, qui restent inférieures à la moyenne enregistrée dans les pays en développement, soit 4% du PIB.

Eau et assainissement

2.1.38 Le Mozambique est doté d'importantes ressources en eau, mais celles-ci ne sont pas exploitées de manière appropriée. Il ressort d'une étude récente sur les progrès en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement au Mozambique, qu'entre 2008 et 2010, l'accès à l'eau potable en milieu rural s'est stabilisé autour de 52%, tandis que dans les zones urbaines, le taux d'accès est passé de 50% à 60%. De même, l'accès à l'assainissement a stagné à 40% en milieu rural, tandis que dans les zones urbaines, il est passé de 50% à 64%. Globalement, l'approvisionnement en eau est incertain pendant la saison sèche. Les zones rurales sont caractérisées par un faible réseau de distribution, avec une forte proportion de points de ravitaillement non opérationnels. La proportion des points d'approvisionnement non comptabilisés dans le système de distribution reste élevée, soit 40%. Toutefois, le secteur de l'eau constitue une priorité au Mozambique, et le Gouvernement envisage d'investir davantage dans l'expansion des systèmes de production, de traitement et de distribution, y compris la gestion des eaux usées dans la région de Greater

Maputo, en vue de répondre à la croissance de la population et d'atteindre la cible de l'OMD visant à assurer une couverture de 70% à l'horizon 2015.

Environnement et changement climatique

2.1.39 Le changement climatique est un défi majeur auquel se confronte le Mozambique, pour emprunter la voie du développement durable. Selon le rapport de la Banque mondiale¹³, au cours des 40 prochaines années, l'impact du changement climatique provoquerait l'amenuisement de la production des principales denrées alimentaires de l'ordre de 2-4%, ainsi qu'une faible réduction de l'approvisionnement en énergie de l'ordre de 1,4%. Une forte pluviosité peut entraîner la perte de routes, de buses et de ponts, de l'ordre de 2-12%. Le pays pourrait également perdre jusqu'à 4.850 kilomètres carrés de terre et 916.000 personnes au total pourraient se voir obligées de s'éloigner de la côte. Dans les années 2040, cette situation pourrait se traduire par des dégâts estimés à 103 millions de dollars EU par an. Les régions de Zambézia, Nampula, Sofala, et Maputo sont les plus susceptibles d'être touchées, en raison de leur faible altitude et de leur forte densité démographique.

2.1.40 Le GdM a élaboré un Plan d'action national d'adaptation au changement climatique (NAPA, 2007), axé sur quatre grandes priorités, à savoir : (i) le renforcement des systèmes d'alerte rapide, (ii) le renforcement des capacités des agriculteurs pour faire face au changement climatique, (iii) la réduction des conséquences du changement climatique le long de la zone côtière, et (iv) la promotion de la gestion des ressources en eau. Le GdM prépare actuellement un Programme stratégique d'adaptation au changement climatique (SPCR), dans le cadre du Programme pilote d'adaptation au changement climatique (PPCR)¹⁴, en vue d'intégrer l'adaptation au changement climatique dans le développement, à travers des investissements pilotes ou modèles (à savoir, les routes, l'agriculture, les villes côtières et l'eau). Par ailleurs, le Mozambique s'efforce activement de réduire la déforestation grâce au mécanisme de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation de la forêt (REDD).

¹³ Banque mondiale, 2010, Mozambique: Économie d'adaptation au changement climatique.

¹⁴ Le PPCR est un programme dont l'exécution s'inscrit dans le cadre du Fonds d'investissement climatique (FIC), qui vise à intégrer l'adaptation au changement climatique dans les politiques et planification de développement clé des pays en développement. Le Mozambique figure parmi les neuf pays sélectionnés à travers le monde pour participer à ce programme.

2.2. Options stratégiques

A. Cadre stratégique pays

2.2.1 Les objectifs à long terme du pays figurent dans l'Agenda 2025, document résultant d'un débat consensuel entre le gouvernement, les partis politiques, les partenaires au développement, la société civile et le secteur privé. L'Agenda identifie les principales options viables pour lutter contre la pauvreté, l'analphabétisme et pour vaincre le sous-développement économique et atteindre le développement durable et l'intégration sociale. L'Agenda 2025 indique les principaux domaines les plus susceptibles de produire des résultats positifs, et il définit les principaux objectifs stratégiques à atteindre à l'horizon 2025 (encadré 2).

Encadré 2: Mozambique: Objectifs stratégiques de l'Agenda 2025

Les objectifs stratégiques visés sont : (i) l'augmentation du capital humain grâce à un meilleur niveau de vie; (ii) l'amélioration du capital social par des actions stratégiques en matière de cohésion de paix et de stabilité nationale, la promotion de la justice sociale, l'accès des communautés locales à la terre et à la propriété foncière ainsi que la création de mesures incitatives pour la participation effective des femmes et des jeunes à la ; (iii) le développement macroéconomique à travers la promotion du développement rural et la compétitivité des entreprises, notamment les PME, sur les marchés régionaux et globaux et (iv) le bon gouvernement et l'application de la règle du droit.

2.2.2 Conformément à l'Agenda 2025, le Plan d'action pour la réduction de la pauvreté (PARP, 2011-2014) s'inspire des principes directeurs définis dans le PQG pour la période 2010-2014. La structure du PARP favorise une vision stratégique unifiée qui établit un lien entre les orientations sectorielles prioritaires et l'atteinte de trois objectifs stratégiques, à savoir : (i) l'augmentation de la production et de la productivité des secteurs agricole et des pêches, (ii) la promotion de l'emploi, et (iii) le développement social et humain. Ces objectifs sont soutenus par deux piliers majeurs, notamment : la bonne gouvernance, une saine gestion macroéconomique et des finances publiques, et les investissements infrastructurels. Le

Encadré 3: Principaux objectifs du PQG

- Réduction de la pauvreté, de 54,7% à 42%
- Taux de croissance annuel du PIB réel de 8%
- Achèvement de l'autoroute reliant le nord et le sud (EN1) long de 750 km
- Augmentation de la capacité de production d'électricité à travers la construction de Mpanda Nkuwa, phase I (1 500 MW), de Cahora Bassa nord (1 245 MW), de la centrale à charbon de Moatize, phase I (600 MW) et de la centrale à charbon de Benga, phase I (500 MW)
- Amélioration du taux d'accès à l'eau dans les zones rurales, de 52% à 69%

PARP vise principalement la réduction de l'incidence de la pauvreté, de 54,7% en 2009 à 42% en 2014.

2.2.3 Le Plan quinquennal 2010-2014 du GdM accorde la priorité à la lutte contre la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie, ainsi qu'à la promotion d'une croissance économique rapide, inclusive et durable, qui aurait un impact dans les zones rurales. Ces actions prioritaires seront menées à travers les investissements infrastructurels et les services sociaux de base, dans la perspective de créer des possibilités d'emploi. Certains objectifs du PQG figurent dans l'encadré 3.

2.2.4 L'Agriculture est un secteur clé du PQG. L'accent est mis sur l'accroissement de la productivité à travers l'amélioration des pratiques agricoles modèles des petits exploitants, le développement de l'irrigation de petite et moyenne envergure, de l'infrastructure rurale, notamment les routes de toutes saisons et les marchés, ainsi que la promotion de l'agriculture commerciale. En outre, les efforts de conservation des ressources naturelles, d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation au changement climatique se poursuivront. L'amélioration de la productivité agricole devrait stimuler l'agro-industrie et la croissance des exportations.

2.2.5 En ce qui concerne l'intégration régionale et la promotion des échanges, le plan quinquennal 2010-2014 vise à consolider les avantages comparés de l'intégration régionale du Mozambique. Les principales actions prioritaires sont notamment : (i) la participation active à la mise en place de l'organisation syndicale de la SADC ; (ii) l'identification des avantages comparés du pays afin de tirer profit de sa position stratégique au sein de la région ; (iii) la promotion des initiatives visant la diversification des exportations ; (iv) la mobilisation des ressources en vue d'accroître la production et les exportations nationales ; (v) le renforcement du suivi et évaluation des accords commerciaux ; et (vi) la promotion de la participation du secteur privé à la formulation des politiques et possibilités d'affaires dans la région.

2.2.6 Certes, le PQG vise l'amélioration de la croissance économique durable, mais sa réussite sera fondamentalement déterminée par son aptitude à surmonter les défis économiques, notamment : (i) le mauvais état des infrastructures, (ii) l'absence de compétitivité à l'exportation, et (iii) l'environnement économique morose.

B. Enjeux et faiblesses

2.2.7 L'absence de transparence en matière de gouvernance ainsi que la corruption et les conflits d'intérêts figurent parmi les principaux problèmes que devra résoudre la deuxième génération des réformes de gouvernance. La mise en œuvre des réformes politiques et économiques qui renforcent la confiance dans les institutions tout en soutenant l'intégration sociale, peut aider le pays à faire des avancées significatives en matière d'amélioration de l'environnement économique.

2.2.8 L'économie du Mozambique est faible et peu diversifiée, comme en témoigne la forte concentration des exportations autour de quelques produits, l'aluminium représentant environ 56% des exportations totales du pays. Par ailleurs, cette économie est fortement dépendante de l'aide étrangère qui représente 46% du budget national total et 15% du PIB en 2010.

2.2.9 L'insuffisance de l'infrastructure et les coûts de production élevés sont d'importants obstacles à un modèle de croissance économique régi par les exportations, et cela affecte la compétitivité des biens et services locaux. Les infrastructures routières et portuaires du Mozambique figurent parmi les pires du continent. Selon *le rapport sur l'évaluation du climat des investissements, 2009* de la Banque mondiale, la plupart des entreprises citent l'absence d'infrastructures fiables (routes, électricité et disponibilité de l'eau, y compris pour les systèmes d'irrigation) parmi les principales contraintes au développement des entreprises.

2.2.10 La faible capacité institutionnelle et humaine des secteurs public, privé et financier entrave la compétitivité du pays ainsi que le développement du secteur privé. L'insuffisance de capacités humaines dans l'administration publique constitue le principal obstacle à la mise en œuvre du programme de réformes, situation aggravée par les effets cumulés du VIH/SIDA. La faible productivité de la main-d'œuvre rend les PME mozambicaines

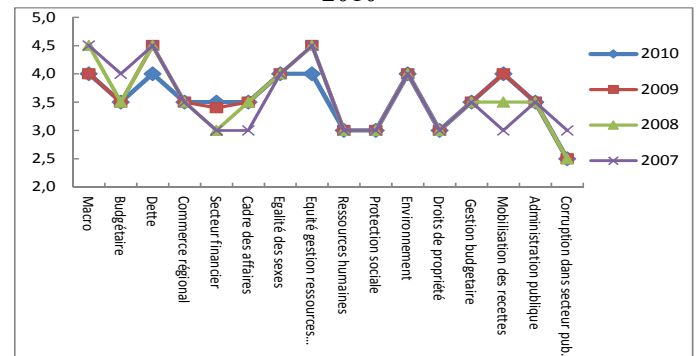
peu compétitives. Le système financier reste faible et limité, tandis que les niveaux d'exclusion financière sont très élevés, les pauvres n'ayant pratiquement pas accès au crédit.

2.2.11 Le sous-développement du secteur privé et l'absence de compétitivité compromettent l'efficacité des stratégies de croissance en faveur des pauvres. La bureaucratie endémique dans le dédouanement des importations, les coûts élevés de financement et l'obligation de rapatriement des recettes étrangères¹⁵ et de conversion automatique de 50% des recettes d'exportation en monnaie locale, peuvent entraver les initiatives d'investissement privé. La rigidité de la législation du travail¹⁶, et la prévalence des distorsions du marché résultant des subventions et de l'offre des biens et services par les institutions publiques à un prix inférieur au prix coûtant, nuisent également à l'investissement privé et au développement des PME.

Notation EPIP

2.2.12 Il ressort de l'évaluation des politiques et des institutions du pays (EPIP) par la Banque que la performance du Mozambique est restée stable au cours de la période 2007-2010 (Graphique 5). Cependant, des améliorations sont nécessaires dans la gestion de la politique de la dette ainsi que davantage d'équité dans la gestion des ressources publiques.

Graphique 5: Mozambique, évolution de l'EPIP, 2007-2010



Source: Banque africaine de développement, 2010

¹⁵ Il s'agit d'une disposition de la nouvelle loi sur le change du 11 mars 2009, entrée en vigueur le 11 juillet 2011.

¹⁶ Le Gouvernement a modifié récemment la réglementation en matière de recrutement de la main-d'œuvre étrangère, afin de répondre aux besoins de compétences dans les secteurs public et privé.

C. Forces et opportunités

2.2.13 La situation géographique du Mozambique constitue un important atout de développement de l'intégration régionale, puisque le pays dispose d'un port et des facilités de transport dont peuvent profiter les pays voisins enclavés.

2.2.14 Les corridors de développement dans la perspective de l'intégration régionale offrent d'énormes possibilités d'exploration des avantages comparés du pays dans les domaines de l'agriculture et de l'agro-industrie, de l'énergie propre (en raison de sa grande capacité de production hydroélectrique), de l'exploitation minière (notamment le charbon et le gaz), du transport et du tourisme. Plus important encore, les corridors spatiaux permettent d'améliorer la compétitivité des PME, puisqu'ils favorisent la coopération économique, l'investissement direct étranger (IDE) et le transfert de technologie. Les corridors de développement de Maputo, de Beira et de Nacala, en sont des exemples.

2.2.15 Le pays est politiquement stable et bénéficie d'un important volume d'APD à long terme, qui a favorisé la stabilité macroéconomique et une forte croissance, créant un environnement propice à l'IDE axé sur l'exploitation des ressources naturelles.

2.2.16 Le Mozambique tire avantage de son importante richesse en ressources naturelles, dont le charbon, le gaz naturel, les gisements de minerai, les réserves forestières et les capacités de production hydroélectrique. Les conditions agro-climatiques du pays sont propices à de grandes récoltes des principales denrées alimentaires telles que le manioc, le maïs et le riz, ainsi que des cultures de rente, telles que le sucre et le coton. Néanmoins, les exportations agricoles restent faibles par rapport à la capacité du pays. L'électricité (13,9), le gaz (5,5%) et le tabac (9,6%) étaient des pourvoyeurs de recettes d'exportation à croissance rapide au cours de la période 2006-2010, révélant ainsi l'avantage comparé du pays. Les recettes d'exportation d'aluminium (-4,3%) et de crevettes (-11,2%) ont été touchées par l'impact de la crise financière mondiale et par la baisse de la demande mondiale (Tableau 7).

Tableau 7 : Principales exportations, 2006-2010

Principales exportations	Montant : millions USD		Variation annuelle (2006-2010)
	2006	2010	
Aluminium	1 401,0	1 159,6	-4,3%
Électricité	177,8	276,5	13,9%
Gaz	109,6	133,8	5,5%
Tabac	110,3	152,5	9,6%
Crevettes	86,7	47,7	-11,2%

Source : Banque du Mozambique et Cellule des renseignements économiques, rapport pays 2006-2010

2.2.17 La jeunesse de la population du pays représente une source potentielle de dynamisme pour la croissance économique, car 44% de Mozambicains ont moins de 15 ans. Selon les estimations, 300 000 rejoignent, le plus souvent, le monde du travail chaque année. D'où la nécessité d'une croissance inclusive et la possibilité de promouvoir une base d'exportation élargie et compétitive dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre.

2.2.18 Les liens économiques entre les projets des industries extractives et les entreprises locales peuvent favoriser l'amélioration de la compétitivité des PME et offrir des possibilités de valeur ajoutée locale, puisque les nouveaux projets (Encadré 4) devraient générer de nouvelles petites entreprises manufacturières et de services. Le rattachement des PME aux projets de grande envergure peut également offrir l'avantage d'un rattachement avec l'économie internationale, facilitant ainsi l'adoption technologique et le développement des compétences.¹⁷

Encadré 4: Projets des industries extractives du Mozambique et intégration régionale

Le Mozambique regorge d'abondantes ressources naturelles dont le gaz, le charbon, le titane et les minerais précieux. Depuis 1996, le pays a attiré un important volume d'IDE qui a entraîné de grands investissements, notamment: (i) l'aluminerie de Mozal, dans la province austral e de Maputo, (ii) la centrale à gaz de Sasol au sud d' Inhambane, (iii) l'extraction de titane et de sable pour grosses pièces à Moma dans la province septentrionale de Nampula; (iv) l'extraction de charbon de vallée à Moatize-Tete, (v) l'usine d'extraction de charbon de Benga dans la province du centre de Tete. L'exploitation des ressources naturelles devrait renforcer le dynamisme des services de logistique du pays, le long des corridors de Maputo, de Beira et de Nacala.

¹⁷ Castel-Branco, 2004; Andersson, 2001; Kuegler, 2008.

Encadré 5: Forces, possibilités, enjeux et faiblesses**Forces, possibilités**

- Stabilité politique
- Importantes richesses naturelles
- Population jeune, traduisant le potentiel d'un dynamisme social et économique
- Situation géographique et potentiel régional
- Corridors de développement et possibilités de diversification économique
- Liens économiques et chaînes de valeur accrues

Enjeux et faiblesses

- Absence d'efficacité et de transparence, corruption et conflits d'intérêts
- Économie faiblement diversifiée
- Insuffisance de l'infrastructure et coûts de production élevés
- Faibles capacités institutionnelles et humaines
- Secteur privé sous-développé et absence de compétitivité

2.3. Récente évolution de la coordination/harmonisation de l'aide

2.3.1 La mise en œuvre de la Déclaration de Paris (DP) au Mozambique est un fait positif, puisque les bailleurs de fonds ont rassuré le pays que la revue annuelle qui s'est achevée en mai 2011 a noté l'existence de conditions satisfaisantes pour un appui budgétaire général permanent.

2.3.2 Il convient de s'intéresser à la capacité du GdM à assurer la gestion et la coordination de l'aide, car elle constitue un obstacle à la mise en œuvre des principes clés de la DP, notamment: (i) la comptabilisation et la prévisibilité de l'aide, (ii) la capacité de mise en œuvre des cadres axés sur les résultats, et (iii) le renforcement des systèmes fiduciaires pour l'exécution coordonnée de l'aide grâce aux systèmes de gestion des finances publiques et de passation des marchés. Néanmoins, une évaluation des garanties réalisée par le FMI en 2008 a permis d'établir que la Banque centrale dispose de systèmes de contrôle, comptables, d'élaboration et de communication des états financiers et de vérification, appropriés pour utiliser l'aide coordonnée (y compris l'appui budgétaire général), puisqu'ils sont alignés sur les normes internationales. Dans l'ensemble, le niveau de satisfaction de l'e-SISTAFE et du compte de trésorerie public unique est élevé. La cote globale de risque pour l'utilisation rationnelle et économique des systèmes nationaux d'exécution du budget du programme était moyenne.

2.3.3 Des initiatives ont été prises pour supprimer la conditionnalité de l'aide, conformément au nouveau protocole d'entente signé entre le Gouvernement et les partenaires au programme d'aide (PAP)¹⁸ le 18 mars 2009. L'inquiétude des donateurs, relative à la gestion du processus électoral, a entraîné une suspension temporaire de l'appui budgétaire général, au cours du premier trimestre de 2010¹⁹, mais les décaissements ont repris et se poursuivent.

2.3.4 Ayant obtenu 21 points sur les 36 possibles, la BAD a amélioré son classement de quatre places dans l'évaluation annuelle de la coordination de l'aide réalisée par les PAP en 2010. L'Irlande occupait la première place avec 35 points et la Banque a été classée 14^{ème} sur 19 organismes, légèrement devant la France, la Banque mondiale, le Portugal, le Danemark et l'Allemagne. La participation de la Banque à l'appui budgétaire général s'est avérée efficace pour renforcer l'alignement, mais l'institution devrait faire preuve de plus de souplesse et utiliser davantage les systèmes nationaux dans le cadre des projets. La Banque a concentré ses interventions dans les domaines aux avantages comparés avérés, notamment, l'infrastructure et l'intégration régionale.

2.3.5 Depuis 2007, la Banque préside le groupe de travail des donateurs du secteur routier, et elle est signataire de la lettre d'engagement à l'appui du programme national de l'hydraulique rurale. Les études économiques et sectorielles dans les domaines de l'EITI, de PEFA, des perspectives communautaires et de l'analyse comparée de la décentralisation du secteur hydraulique rurale, ont été conjointement réalisées par le GdM et d'autres partenaires au développement (Suisse, Norvège, Banque mondiale, DfID), ainsi que le Département de la gestion financière et des acquisitions (ORPF) de la Banque. En 2010, la Banque mondiale était le plus grand donateur en matière d'aide décaissée, suivie de la Commission de l'Union européenne et de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le Royaume uni et la BAD.

2.3.6 La Banque a assuré la complémentarité de ses secteurs d'intervention avec ceux des autres donateurs, à travers des financements parallèles avec des partenaires sélectionnés dans les domaines tels que le transport, l'infrastructure, l'électricité et les financements ruraux. L'annexe 8 présente les secteurs de concentration des

¹⁸ La Banque a adhéré au groupe des PAP en février 2006.

¹⁹ L'appui budgétaire général a d'abord été suspendu en 2001/2002 suite à une crise bancaire. Récemment, les bailleurs de fonds du G19 ont encouragé le GdM à accélérer l'adoption de la loi anti-corruption et la déclaration publique des biens.

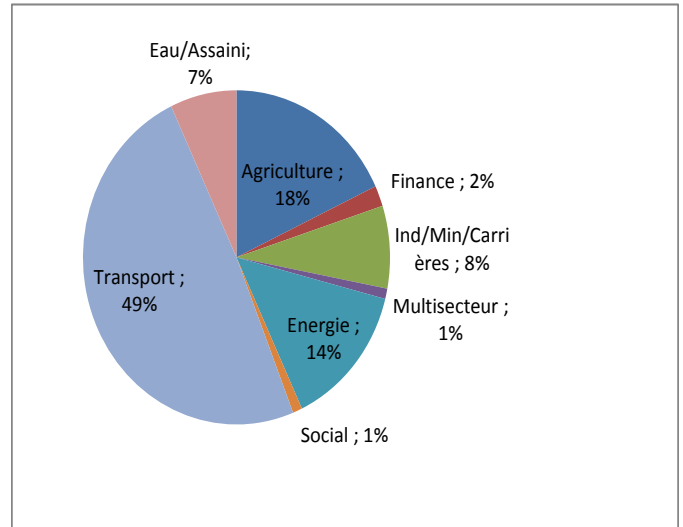
donateurs. La Banque entend renforcer sa présence locale afin d'améliorer la coordination de l'aide et le dialogue pays, en offrant des services régis par la demande et consultatifs de connaissances au GdM, en étroite collaboration avec les autres partenaires, tout en assumant le rôle de chef de file des groupes de travail des donateurs sur la réforme du secteur public, le transport (routes) et l'eau et l'assainissement. Les autres priorités englobent l'augmentation du nombre de possibilités de cofinancement à travers la Facilité africaine de l'eau, l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural (IAEAR), le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds d'investissement climatique (FIC), l'enveloppe des opérations multinationales et les sources bilatérales, afin de réduire, autant que possible, les coûts de transaction.

2.4. Situation du Groupe de la Banque au Mozambique

A. Opérations de la Banque au Mozambique

2.4.1 La Banque accorde des prêts aux secteurs public et privé à travers les opérations à l'appui des réformes (PAR) et le financement des projets. Par ailleurs, la Banque utilise activement les fonds d'affectation spéciale pour financer les études économiques et sectorielles dans les domaines de la gestion des finances publiques, de l'eau et de l'assainissement et de la transparence des industries extractives. Au 30 juin 2011, le portefeuille comprenait 16 opérations approuvées et en cours, pour une valeur totale d'engagement, nette d'annulations, de 333,4 millions d'UC réparties comme suit : 62% pour le secteur public, 31% pour les opérations régionales et 7% pour le secteur privé (voir Annexe 5). En outre, à travers les souscriptions privées, la Banque a investi indirectement dans le projet d'hydrocarbure et de foresterie, ainsi que dans un projet de gazoduc d'une valeur de 25 millions de dollars EU. L'infrastructure (électricité, routes, eau) représente 70% du portefeuille approuvé et en cours (Graphique 6).

Graphique 6: Répartition du portefeuille par secteur (Montants approuvés)



Source: BAD, juin, 2011

2.4.2 Le taux de décaissement pour les opérations en cours est de 37%, et le ratio de décaissement (à la fin de 2010) était de 18%, comparable à la moyenne de la Banque de 17%. L'âge moyen des projets à partir de la date d'approbation est de 4,9 ans, contre une moyenne de 4,3 à l'échelle de la Banque. Les principaux facteurs qui affectent la performance du portefeuille sont les suivants : les retards d'entrée en vigueur du prêt et du premier décaissement, ainsi que les faibles capacités des organismes d'exécution en matière de gestion des projets. Un plan a été élaboré en vue d'améliorer la qualité du portefeuille, à travers un ensemble de mesures, dont l'interaction permanente avec les organismes d'exécution de projet, la simplification de la conception des opérations, pour ce qui est des conditionnalités, la flexibilité des procédures d'acquisition et l'annulation des opérations vieillissantes, sur la base de nouvelles directives.

B. Expérience et leçons tirés des précédents DSP, 2006-2010

2.4.3 Le dernier DSP a été mis en œuvre avec succès, au regard de la contribution du Groupe de la Banque à la réalisation des objectifs de développement du pays. La précédente stratégie accordait la priorité aux piliers relatifs à l'infrastructure et à la gouvernance, dans l'esprit du Plan d'action national de réduction de la pauvreté absolue (PARPA, 2006-2010). Dans l'ensemble, les piliers étaient bien conçus pour appuyer la politique de développement du gouvernement et permettre au pays d'atteindre les objectifs opérationnels de la Banque. Les études économiques et sectorielles

étaient meilleures, mais la stratégie a présenté des insuffisances en matière d'engagement à utiliser les systèmes nationaux de gestion des finances publiques et de passation de marchés, et du principe de la qualité en amont, dans le cadre des nouvelles opérations approuvées.

2.4.4 Les projets inscrits dans le portefeuille pendant la période 2006-2010, ont produit les résultats escomptés, tout en enregistrant un retard de l'ordre de 60% par rapport au délai initialement prévu à la phase d'évaluation, d'où la nécessité d'améliorer la qualité en amont. Les interventions multisectorielles de la Banque ont permis d'améliorer les systèmes de gestion des finances publiques, notamment : (i) la couverture du budget public contrôlé par le Tribunal administratif ; (ii) l'augmentation des dépenses totales directement exécutées par e-SISTAFE ; et (iii) l'augmentation du nombre d'institutions centrales et provinciales dotées de cellules de contrôle interne opérationnelles.

2.4.5 Les interventions dans le secteur de l'infrastructure ont favorisé l'atteinte de l'objectif visé en matière de branchements d'électricité domestiques, portant à 760.000 le nombre total de branchements au réseau. Grâce à la stratégie, davantage de ménages ont également eu accès à l'eau et à l'assainissement, passant respectivement de 37% à 54% et de 35% à 40% en milieu rural. Néanmoins, l'objectif visant l'amélioration du réseau routier national n'a pas été atteint, puisque seulement 71% des routes étaient dans un état acceptable, contre l'objectif visé de 75%. Cette situation peut être imputée à la complexité du processus de passation de marchés dans le cadre des projets d'infrastructure, associée à l'absence de capacités techniques.

2.4.6 La mise en œuvre du précédent DSP a permis de tirer des leçons à approfondir pour améliorer les opérations de la Banque au Mozambique. Les recommandations les plus fondamentales ont été formulées, notamment : (i) la simplification des conditionnalités en vue d'assurer l'entrée en vigueur du prêt et du premier décaissement ; (ii) la nécessité d'augmenter la taille des opérations ; et (iii) le renforcement des capacités de mise en œuvre.

C. Résultats et recommandations du PAPP

2.4.7 Pendant la phase de préparation du DSP 2011-2015, des réunions ont été organisées avec les

pouvoirs publics et les équipes d'exécution du projet afin d'évaluer le Plan d'amélioration du portefeuille pays (PAPP) 2010. Les résultats ci-après ont été atteints : (i) l'amélioration des capacités de planification de projet, notamment un meilleur suivi du portefeuille qui a permis d'atteindre l'objectif de dépenses à moyen terme 2010, à 70% ; (ii) l'organisation d'ateliers sur la réduction des retards du premier décaissement et la formation en suivi et évaluation axés sur les résultats ; (iii) le suivi étroit des conditions d'effectivité du projet afin d'assurer les décaissements des projets récemment approuvés, avant un délai de 12 mois à compter de la date d'approbation ; (iv) l'organisation de la formation en passation de marchés et décaissement ; (v) l'évaluation des systèmes nationaux de passation de marchés ; et (vi) l'évaluation de l'application des mesures de protection environnementale dans le portefeuille agricole au Mozambique (mai 2011). L'Encadré 6 ci-dessous, décrit les principaux résultats de décentralisation au Bureau local du Mozambique (MZFO).

Encadré 6: Avantages de la décentralisation au Bureau local du Mozambique

Les activités de la Banque au Mozambique sont de plus en plus décentralisées. Actuellement, les coordonnateurs et co-coordonnateurs de deux tiers des projets sont basés au MZFO, 40% des missions de supervision étant conduites par le personnel du bureau local, contre moins de 5% en 2006, année d'ouverture du bureau local. Le MZFO bénéficie d'un grand éventail de compétences, notamment le personnel sectoriel, fiduciaire et administratif. La présence du bureau local a grandement contribué à l'efficacité du dialogue national, à travers les groupes de travail thématiques. Le traitement des demandes de décaissement et d'acquisition s'est grandement amélioré depuis l'ouverture du bureau local, réduisant ainsi de 9 mois, les délais entre l'entrée en vigueur et le premier décaissement, par rapport à la moyenne d'avant l'ouverture du bureau local. De 2008 à 2011, le MZFO a préparé le rapport d'achèvement d'un DSP couvrant la période 2006-2010, six rapports d'achèvement de projet et six travaux d'analyse (dont trois ont été conjointement coordonnés). Récemment, le bureau a dirigé la préparation du DSP 2011-2015. Il a également favorisé le transfert des connaissances en dirigeant la rédaction des chapitres concernant le pays, des éditions 2009-2011 de Perspectives économiques en Afrique, y compris sa diffusion.

2.4.8 Le nouveau PAPP porte sur trois principaux thèmes relatifs à certains enjeux majeurs auxquels se heurte le portefeuille, à savoir : la gestion du projet, la gestion fiduciaire et les mesures de protection environnementale et sociale (annexe 4).

III. STRATÉGIE DU GROUPE DE LA BANQUE POUR LE MOZAMBIQUE

3.1. Justification de la stratégie proposée du Groupe de la Banque

3.1.1. La position stratégique du Mozambique dans la région australe de l'Afrique, ainsi que l'approche intégrée du développement des corridors ont inspiré la conception de la stratégie de la Banque pour le Mozambique.

3.1.2. Par ailleurs, l'absence de croissance économique permettant de réduire la pauvreté et la nécessité de promouvoir la création d'emplois à travers le développement des PME, ont motivé la stratégie proposée qui vise à faciliter l'accès aux infrastructures productives (routes, aménagements énergétiques, eau et systèmes d'irrigation) qui favoriseront l'augmentation de la production et la productivité agricoles, renforceront la compétitivité des PME, ainsi que l'accès aux marchés régionaux et, par conséquent, favoriseront la création d'emplois et la génération des revenus, notamment pour les ménages en milieu rural. Les interventions proposées dans le domaine de la gouvernance devraient remédier aux faiblesses identifiées dans le cadre de l'EPIP, en ce qui concerne l'amélioration de l'équité et de la transparence dans l'utilisation des ressources publiques, le renforcement des systèmes de gestion des finances publiques et l'amélioration du climat des affaires pour les politiques de développement du secteur privé et de création d'emplois et l'intégration sociale.

3.1.3. Le DSP est ancré sur les stratégies de développement mises en œuvre par le gouvernement, notamment le PARP 2011-014, le plan quinquennal et l'Agenda 2025. Plus précisément, les points communs englobent la promotion de l'emploi à travers la création d'un environnement propice au développement des PME, l'augmentation de la production et la productivité agricoles grâce aux investissements dans les systèmes d'irrigation, l'accès au crédit et aux services de vulgarisation, ainsi que le développement humain à travers la promotion de la formation professionnelle et technique et du renforcement des compétences. L'identification des domaines d'intervention du présent DSP résulte d'un dialogue consultatif (Encadré 7) qui a tenu compte du nouveau contexte social du Mozambique marqué par une forte croissance économique assortie de taux de pauvreté stagnants et de l'absence d'emplois. Le

gouvernement a également fait savoir qu'il préfère l'appui budgétaire direct constant comme principale approche de coordination de l'aide.

Encadré 7: Consultation au titre du DSP

Un atelier a été organisé avec les parties nationales concernées, y compris les leaders d'opinion, dans le but d'identifier les principaux domaines d'intervention de la Banque. Les parties prenantes ont suggéré que la Banque mette l'accent sur l'infrastructure économique pour l'intégration régionale et allège les procédures d'acquisition et de décaissement. Les participants ont proposé que l'agriculture, l'infrastructure (routes, eau et assainissement et énergie), l'appui budgétaire général et le secteur privé constituent les principaux domaines d'intervention. Les donateurs ont appuyé l'objectif stratégique de la Banque et exprimé leur volonté de créer des synergies, notamment dans les secteurs de l'électricité, des finances, de l'eau, ainsi que dans le secteur privé. Une dernière concertation relative au DSP s'est tenue avec le GdM afin de convenir de l'orientation stratégique, des piliers proposés, de la réserve indicative des projets de prêts et hors prêts, ainsi que des objectifs du dialogue pays.

3.1.4. La Banque se concentrera sur les domaines qu'elle aura choisis et favorisera la promotion des corridors de développement en vue de la croissance durable des possibilités d'emplois, grâce à la compétitivité des PME. Pour aider le pays à combler ses besoins de développement, ainsi que son déficit de compétences et d'infrastructure, la Banque recourra aux possibilités de financement multinational, notamment l'aide aux emprunts extérieurs non préférentiels afin d'orienter les ressources FAD vers la création d'une marge de manœuvre fiscale en vue d'accroître l'investissement dans le secteur des transports (ex. corridors de Nacala et de Beira), les corridors d'électricité (ex. la dorsale de transmission). Ces infrastructures stimuleront l'économie régionale et favoriseront ainsi le développement de nouvelles entreprises, la création d'emplois, l'intégration sociale et la réduction de la pauvreté, conformément à la stratégie à moyen terme 2008-2012 et au Document de stratégie d'intégration régionale de l'Afrique australe 2011-2015.

3.1.5. Le Mozambique se trouve dans une phase déterminante de sa trajectoire de développement, et il aura besoin de consolider les résultats déjà obtenus afin d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement. Le pays se heurte à de nombreux défis et l'appui constant de la Banque lui sera nécessaire pour mobiliser les ressources en vue de la mise en œuvre de son programme de développement. Par conséquent, le

présent DSP est opportun, car le pays cherche à accroître les retombées de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté. Il conviendra donc d'intégrer des interventions spécifiques axées sur deux domaines thématiques :

- **PILIER I : Renforcement de la compétitivité du secteur privé à travers le développement de l'infrastructure.** Ce pilier vise, en fin de compte, à permettre au GdM de combler ses besoins de développement ainsi que ses déficits de compétences et d'infrastructure, dans la perspective de promouvoir la compétitivité des PME et de leur faciliter un meilleur accès aux marchés régionaux et, partant de créer des emplois et générer des revenus. Par ailleurs, en mettant l'accent sur le développement des corridors régionaux, la stratégie permettra au pays d'obtenir des ressources supplémentaires du guichet régional.

- **PILIER II : Gouvernance à l'appui de la croissance inclusive.** Ce pilier qui complète le premier domaine thématique, mettra l'accent sur les politiques à l'appui de la création d'un environnement propice aux affaires, à travers les réformes de gouvernance. Une attention particulière sera accordée aux politiques de gouvernance financière et économique et d'intégration sociale (appui à la formation professionnelle et technique et aux programmes de développement des compétences). Ces dispositions permettront de promouvoir la compétitivité des PME, de créer des emplois, de générer des revenus et de faciliter les échanges afin de mieux positionner les produits locaux sur les marchés régionaux. En outre, l'appui aux réformes fiscales, ainsi que l'évaluation des recommandations du premier rapport EITI relatives à l'amélioration des procédures de valorisation des recettes des ressources minérales, constitueront la base des réformes de la gouvernance économique et financière. Ces interventions devraient améliorer l'efficacité et l'efficience des systèmes nationaux de gestion des finances publiques, tout en consolidant la transparence et la reddition des comptes dans la gestion des ressources naturelles.

3.1.6. La stratégie proposée par la Banque examine les difficultés et les menaces auxquelles le Mozambique est confronté, et elle permet de tirer profit des forces et des possibilités du pays. Le programme d'appui budgétaire se concentrera sur le renforcement de la gouvernance du secteur public et sur la création d'un environnement propice au

développement du secteur privé, à la création d'emplois et au développement des compétences. Cette intervention aura un lien avec le pilier I, étant donné qu'elle portera sur la création et la mise en place d'un cadre juridique pour les partenariats public-privé, ainsi que sur la simplification des procédures d'attribution des marchés aux PME. Par ailleurs, l'intervention est alignée sur le Document de stratégie d'intégration régionale (DSIR) 2011-2015, notamment la composante de la facilitation des échanges. L'appui budgétaire est également en harmonie avec le plan d'action de gouvernance de la Banque (PAG 2008-2012), notamment la disposition relative au renforcement des systèmes nationaux de gestion des ressources publiques, avec un accent sur les institutions de surveillance et les systèmes de reddition des comptes.

3.1.7. L'appui de la Banque destiné à réduire le déficit d'infrastructure favorisera la compétitivité et offrira éventuellement un large éventail de possibilités d'intégration des échanges régionaux, tout en assurant la viabilité de l'environnement²⁰. L'infrastructure agricole dans le domaine de l'irrigation et les composantes supplémentaires de développement de l'infrastructure de marché, favoriseront l'amélioration des récoltes, ainsi que la proportion des terres arables irriguées, conformément à la stratégie agricole de la Banque (2010-2014), à la stratégie nationale sur l'irrigation et l'engagement du pays à consacrer 10% du PIB à l'agriculture au titre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine appuyé par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). L'efficacité de la mise en œuvre des interventions agricoles de la Banque favorisera l'amélioration de la sécurité alimentaire, la création d'emplois et la génération de revenus, notamment pour les ménages en milieu rural.

3.1.8. Il existe des possibilités de solide appui direct au secteur privé. La dorsale de transmission d'électricité est la principale opération qui sera financée à travers le créneau du secteur privé. D'autres interventions peuvent

²⁰ La question liée à l'atténuation des impacts sur l'environnement, notamment : (i) la perte de la biodiversité non maritime, (ii) la perte des espèces de poissons, (iii) l'altération du régime de découlement avec un impact sur l'écologie des estuaires et l'inondation en aval, (iv) la perte de terre en faveur du droit de passage de transmission entraînant la fragmentation de l'habitat, l'esthétique et un éventuel impact sur les espèces d'oiseaux au cours des migrations, sera traitée à la phase de conception du projet. En outre, en juin 2011, le GdM a soumis sa stratégie d'adaptation au changement climatique au Fonds d'investissement climatique (FIC). La stratégie complètera les efforts d'atténuation des effets pervers des conséquences du changement climatique.

être examinées en tenant compte de l'éventuelle concurrence entre les emprunts souverains et non souverains. Conformément aux orientations des opérations non souveraines garanties, les transactions directes et indirectes seront examinées. Les secteurs présentant les meilleurs résultats en matière de complémentarité et de développement au titre des opérations non souveraines comprendront : (i) les industries extractives (mines et électricité), (ii) l'agro-industrie, (iii) l'infrastructure, et (iv) l'intermédiation financière des PME. Le GdM pourrait également décider de mobiliser ses ressources concessionnelles afin d'améliorer la bancabilité des investissements privés, notamment en : (i) utilisant une partie de l'allocation FAD pour couvrir sa prise de participation aux projets, (ii) fournissant des garanties partielles de risque aux prêteurs privés, dans le cadre des projets dont la capacité d'honorer les obligations de remboursement de la dette dépend du gouvernement ou des entreprises étatiques (ex. projet d'approvisionnement de gaz).

3.1.9. Le DSP 2011-2015 sera mis en œuvre grâce à deux allocations FAD. L'aide accordée au titre du FAD-XII (2011-2013) s'élève à 132,47 millions d'UC à titre indicatif. En outre, l'enveloppe des opérations multinationales sera mobilisée. Le créneau du secteur privé de la BAD, complété par la mobilisation des ressources intérieures, ainsi que le cofinancement, constitueront des sources de financement supplémentaires.

3.2. Résultats attendus et cibles

3.2.1. **Programme de prêt** : La Banque reste très active au Mozambique, avec une réserve de projets bancables au titre du FAD-XII qui traitent convenablement des défis auxquels se heurte le pays (Encadré 8). Le programme de prêt indicatif pour l'ensemble du DSP figure à l'Annexe 2.

Encadré 8: Réserve indicative de projets de prêts et montants pour le FAD-XII (2011-2013)

- Projet multinational du corridor routier de Nacala, Phase III –16,5 millions d'UC
- Projet routier multinational Mueda-Negomano – 33,5 millions d'UC
- Projet multinational de dorsale d'interconnexion du Mozambique (CESUL) – éventuellement PPP –30 millions d'UC
- Plan d'irrigation de Xai-Xai –16,5 millions d'UC
- Appui budgétaire général – 60 millions d'UC

3.2.2. Le secteur de l'électricité est stratégique pour le Mozambique, qui regorge de ressources énergétiques inexploitées dans les sous-secteurs de l'énergie hydroélectrique, du gaz naturel, du charbon, de la biomasse, de l'énergie éolienne et de l'énergie solaire. Le principal projet prioritaire est la dorsale d'interconnexion, car une capacité de transport supplémentaire est nécessaire pour des projets hydroélectriques de grande envergure, notamment Mphanda Nkuwa, Cahora Bassa Nord et les projets de centrales électriques à charbon thermique de Benga et de Moatize. Les nouveaux projets de transport proposés tirent profit de l'avantage comparé de la Banque et favoriseront l'intégration régionale, grâce à leur liaison avec les corridors de Beira et de Nacala. La phase III du corridor routier de Nacala complètera les précédentes interventions de la Banque, fournissant ainsi une infrastructure de base qui permettra de débloquer 7 milliards de dollars EU pour des projets d'investissement connexes. La Banque étudiera également la possibilité d'éventuels investissements dans l'infrastructure portuaire et ferroviaire, parallèlement au développement des corridors de Beira et de Nacala.

3.2.3. La réserve de projets de la Banque comprend un projet d'irrigation, à savoir le plan d'irrigation de Xai-Xai qui porte sur la priorité du pays en matière de production alimentaire, tout en exploitant les synergies avec l'initiative du projet pilote sur l'adaptation au changement climatique, mobilisant ainsi les ressources auprès des autres partenaires au développement.

3.2.4. **Programme hors-prêts** : La Banque consolidera également sa position au sein du groupe des PAP en renforçant ses activités hors-prêts en faveur du développement des connaissances. Les études économiques et sectorielles ci-après sont prévues (Encadré 9) : (i) la mobilisation des ressources intérieures ; (ii) le rapport-phare de développement des infrastructures au Mozambique ; et (iii) l'analyse de la chaîne de valeur de l'ITIE. Le programme indicatif des activités hors-prêts figure à l'Annexe 3.

Encadré 9: Activités autres que les prêts en réserve et montants pour le FAD XII (2011-2013)

- Etude sur la mobilisation des ressources intérieures
- Rapport pilote de croissance de l'infrastructure pour le Mozambique
- Analyse de la chaîne de valeur de l'ITIE

3.2.5. Renforcement des capacités : La Banque continuera d'utiliser divers fonds fiduciaires bilatéraux, ainsi que le Fonds d'aide au secteur privé en Afrique comme points d'entrée pour la conception des études et de l'assistance technique au Mozambique. Outre les études économiques et sectorielles prévues, la Banque s'efforcera de répondre à la demande du Gouvernement, en matière d'aide au développement des échanges des produits agricoles ; d'étude intégrée pour le projet d'irrigation COFAMOSIA ; de conception des études pour la zone économique spéciale de Nacala ; d'évaluation du PEFA, d'évaluation fiduciaire du secteur des transports ; d'étude sur la sécurité routière ; d'évaluation approfondie des résultats des systèmes photovoltaïques et de renforcement des capacités de planification et de contrôle des investissements infrastructurels, y compris les projets PPP.

3.3. Suivi et évaluation

3.3.1. Résultats de suivi : Le cadre d'évaluation des résultats du DSP est basé sur le système national de S&E. L'Annexe 1 présente un ensemble d'indicateurs d'évaluation du rendement et des résultats de l'appui de la Banque au titre du présent DSP. Ils serviront de base pour le suivi de la mise en œuvre du DSP et des progrès vers l'atteinte des OMD et d'autres objectifs de développement du Mozambique. Le cadre de S&E proposé comprend des indicateurs des réalisations spécifiques, à mi-parcours et des indicateurs de résultats tirés de la matrice des politiques du PARP. Pour faciliter la mesure des résultats, les systèmes de S&E seront intégrés dans toutes les opérations du Groupe de la Banque à travers l'utilisation des rapports d'exécution du plan économique et social et de la matrice de suivi du PARP.

3.3.2. Conformément au programme des résultats, la Banque a préparé un profil statistique pays pour le Mozambique, qui a permis d'évaluer le système statistique national et d'identifier les éventuels domaines d'aide. Le profil servira d'important outil de dialogue avec le GdM et les partenaires au

développement pour coordonner le développement de la statistique dans le pays. La Banque apportera également sa contribution pour combler les lacunes du système statistique national, à travers un appui technique et financier en faveur de l'Institut national de la statistique (INE)²¹.

3.3.3. La Banque effectuera également une revue à mi-parcours du DSP au cours du deuxième trimestre de 2013. Cette revue à mi-parcours évaluera les progrès réalisés et fera les ajustements nécessaires en vue de l'atteinte des résultats escomptés. La revue à mi-parcours se servira également des données des rapports d'étape annuels du plan quinquennal et des rapports des OMD.

3.4. Questions relatives au dialogue pays

3.4.1. Le dialogue pays constant avec le GdM mettra l'accent sur l'atteinte des objectifs ci-après : (i) l'amélioration de la performance du portefeuille et de l'incidence du développement ; (ii) la mobilisation des ressources intérieures et l'utilisation rationnelle des ressources extérieures ; (iii) le rôle des PME dans la promotion de la croissance sociale inclusive ; et (iv) le rôle du Mozambique dans le programme d'intégration régionale de l'Afrique australe.

3.5. Risques éventuels et mesures d'atténuation

3.5.1. Les risques macroéconomiques liés aux chocs exogènes, ainsi que l'augmentation des prix d'importation des produits alimentaires et du pétrole, sont susceptibles de produire des déséquilibres macroéconomiques (pressions budgétaires et de la balance des paiements), y compris une baisse drastique imprévue du flux de l'aide et de l'investissement direct étranger (IDE). Par ailleurs, l'opérationnalisation des grands projets d'IDE dans le secteur de l'exploitation minière et l'augmentation des exportations des produits de base, sont susceptibles d'accroître les chocs économiques extérieurs. Pour atténuer ce risque, le gouvernement a élaboré un cadre de politique macroéconomique rationnelle, appuyé par l'instrument d'appui stratégique du FMI. En outre, l'appui financier de la Banque permettra d'atténuer les risques macroéconomiques en amortissant davantage les

²¹ Une subvention d'un montant de 87 000 UC a été signée en juillet 2011, entre la BAD et le GdM, au titre du programme de renforcement des capacités statistiques des pays membres régionaux.

contingences financières négatives, ainsi que les projets d'investissement ciblés.

3.5.2. L'éclosion des tensions sociales en raison des taux de pauvreté élevés et le chômage des jeunes en milieu urbain pourraient compromettre la stabilité sociale, d'où la nécessité de mettre en œuvre un programme de croissance plus inclusif et à forte intensité de main-d'œuvre. Le programme de croissance et d'efficacité du secteur public de la Banque permettra d'atténuer ce risque en ciblant le développement des compétences par l'appui aux filières de sciences et technologie dans l'enseignement supérieur (HEST) et aux systèmes de protection sociale durables.

3.5.3. L'absence de capacités institutionnelles et des mécanismes de transparence et de reddition des comptes inadéquats peuvent influencer directement sur la mise en œuvre du DSP, y compris les efforts visant à maximiser les avantages des PPP, des industries extractives et la facilitation des échanges régionaux. La Banque appuiera toujours la promotion de la transparence et de la reddition des comptes à travers plusieurs instruments (ITIE, contrôle externe, passation de marchés publics), ainsi qu'à travers les évaluations de la performance de l'état de préparation des systèmes fiduciaires nationaux.

IV. CONCLUSION ET RECOMMANDATION

4.1.1. Le modèle de développement du Mozambique, caractérisé par une forte dépendance à l'égard de l'IDE dans les secteurs des ressources naturelles et de l'APD, avec de faibles répercussions sur la croissance économique, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, devra relever de grands défis. Par ailleurs, il est nécessaire de soutenir la bonne performance des réformes politiques et économiques et d'améliorer l'intégration sociale, la mobilisation des ressources intérieures, le développement du secteur privé et la compétitivité des PME, en vue de l'accès aux marchés régionaux. La hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole, associée au taux de chômage élevé en milieu urbain, pourrait entraîner des mouvements sociaux récurrents. Le gouvernement est bien conscient des enjeux et des possibilités à venir. Aussi a-t-il sollicité l'appui de la Banque pour y faire face.

4.1.2. Le Conseil est invité à examiner et approuver le présent document de stratégie-pays 2011-2015 pour le Mozambique.

Annexe 1: Mozambique : Matrice des résultats du DSPAR 2011-2015

Principaux objectifs de développement du pays (DSRP/PND)	Obstacles a la réalisation des objectifs de développement (= problèmes sectoriels)	EFFETS FINAUX (escomptés au terme du DSP à l'horizon 2015)	RESULTATS FINAUX (escomptés au terme du DSP à l'horizon 2015)	EFFETS A MI PARCOURS (escomptés à mi parcours du DSP à l'horizon 2013)	RESULTATS A MI PARCOURS (escomptés à mi parcours du DSP à l'horizon 2013)	Interventions en cours de la BAD Escomptées pendant la période du DSP (DSP en cours et reportés)
PILIER I - RENFORCEMENT DE LA COMPETITIVITE DU SECTEUR PRIVE A TRAVERS LE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES						
Transport						
- Elargir et améliorer l'accès aux services de transport et d'infrastructure	- Réseau routier médiocre qui se solde par des liaisons précaires entre le nord et le sud du pays - Coûts de construction et tarifs de transport élevés - Inefficacité en matière de délivrance des permis	- Amélioration du réseau routier national - Les retards à la frontière Mozambique/Malawi sont réduits, passant de 36 à 6 heures à l'horizon 2015. - Elargissement et amélioration de l'accès au transport	- Bitumage de 250 km de routes gravelées. - Accroissement de la densité des routes revêtues, qui passe de 3,87km/100km2 en 2010 à 7km/100km2 en 2015. - Accroissement des routes nationales en bon état ou dans un état acceptable, qui passent de 71% en 2009 à 75% en 2015.	- Achèvement de l'évaluation fiduciaire du secteur des transports	- Bitumage de 100 km de routes gravelées de Nampula à Cuamba - Accroissement de la densité des routes revêtues, qui passe de 3,87km/100km2 en 2010 à 5km/ 100km2 en 2013. - Accroissement des routes nationales en bon état ou dans un état acceptable, qui passent de 71% en 2009 à 73% en 2013.	Interventions proposées : -Corridor de Nacala Phase III - Route Mueda-Negomano - Evaluation fiduciaire du secteur des transports - Etude des infrastructures et de la croissance au Mozambique Intervention en cours : - Route Montepuez-Lichinga -Corridor de Nacala Phase I
Energie						
- Accroître l'accès à l'électricité des ménages, des entreprises et des structures de santé et d'éducation et assurer une exportation accrue de l'énergie électrique tout en limitant l'impact de son utilisation sur l'environnement	-Les tarifs ne correspondent pas aux coûts -Les tarifs sont hors de portée pour la plupart des PME -Dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs pour la viabilité du secteur -Capacité limitée ne permettant pas la mise en œuvre de projets régionaux	-Accès accru à l'électricité – fourniture régulière et réduction des pertes d'énergie	- Installation de 12.601 raccordements dans les centres ruraux en 2015. - Réhabilitation de 6 sous-stations et transport accru de l'électricité, de 58 MW en 2010 à 105 MW en 2015. - Accroissement du nombre de nouveaux raccordements de ménages à 15.200 en 2015.	-Achèvement de l'évaluation approfondie des systèmes photovoltaïques	-Nbre. de raccordements : 8.300 mis en place en 2013 - Réhabilitation de 4 sous-stations et transport accru de l'électricité, de 58 MW en 2010 à 80 MW en 2013 - Accroissement du nombre de nouveaux raccordements de ménages (HH) à 7.500 en 2013	Interventions proposées : -Barrage hydroélectrique de Mpanda-Nkuwa Phase I - Dorsale d'interconnexion du Mozambique (CESUL) - Etude phare sur l'énergie Interventions en cours : -Electricité III -Electricité IV -ERAP
Agriculture						
-Accroissement de de la production et de la productivité agricoles et piscicoles	-Faible productivité -Faible niveau d'innovation technologique -Vulnérabilité accrue aux impacts du changement climatique	-Accroissement de la production et de la productivité des principaux produits agricoles	-Accroissement de la production de céréales, de 100.000 tonnes par an en 2009 à 141.000 tonnes par an en 2015 -Accroissement du nombre d'hectares couverts par le nouveau plan d'irrigation, de 3.000 ha en 2009 à 5.000 ha à l'horizon 2015	- Accroissement de la productivité des principales cultures de 10% à l'horizon 2013	- Accroissement de la production de céréales, de 100.000 tonnes par an en 2009 à 120.000 tonnes par an en 2013 - Accroissement du nombre d'hectares couverts par le nouveau plan d'irrigation, de 3.000 ha en 2009 à 4.000 ha en 2013	Interventions proposées : - Plan d'irrigation de Xai-Xai Interventions en cours : -Projet d'amélioration du revenu agricole familial -Projet de financement rural -Projet de développement de la pêche artisanale -Projet de réhabilitation du barrage hydroélectrique de Massingir -Etude intégrée- COFAMOSA

Principaux objectifs de développement du pays (DSRP/PND)	Obstacles a la réalisation des objectifs de développement (= problèmes sectoriels)	EFFETS FINAUX (escomptés au terme du DSP à l'horizon 2015)	RESULTATS FINAUX (escomptés au terme du DSP à l'horizon 2015)	EFFETS A MI PARCOURS (escomptés à mi parcours du DSP à l'horizon 2013)	RESULTATS A MI PARCOURS (escomptés à mi parcours du DSP à l'horizon 2013)	Interventions en cours de la BAD Escomptées pendant la période du DSP (DSP en cours et reportés)
Eau						
-Accroître les services d'approvisionnement en eau potable et en assainissement dans les zones rurales et urbaines/périurbaines	-Accroissement des coûts d'approvisionnement en eau, en particulier en milieu rural -Accès limité aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural et urbain ; -Questions relatives à la viabilité des interventions en matière d'approvisionnement d'eau en milieu rural	-Des installations d'approvisionnement en eau opérationnelles en vue de porter le nombre total d'unités dans le secteur public à 85% en 2015 -Un approvisionnement et une couverture en eau accrus, d'une moyenne de 12% en 2009 à 70% en 2015 -Accroître l'accès aux installations sanitaires améliorées à 500 000 personnes de plus à l'horizon 2015, y compris 50% de femmes.	- construction de 300 nouveaux forages - réhabilitation de 70 puits - construction de 4 petites conduites d'eau - construction des latrines pour 100 000 ménages et utilisation accrue des installations - Sensibilisation de 200 000 personnes en matière d'assainissement, y compris 35% de femmes - Formation accrue du personnel, de 90 en 2013 à 140 en 2015, dont 50% de femmes.	- Des installations d'approvisionnement en eau opérationnelles en vue de porter le nombre total d'unités dans le secteur public à 60% en 2013 - Un approvisionnement et une couverture en eau accrus, d'une moyenne de 12% en 2009 à 70% en 2015 - Accroître l'accès aux installations sanitaires améliorées à 500 000 personnes de plus à l'horizon 2015, y compris 50% de femmes.	- construction de 100 nouveaux forages - réhabilitation de 40 puits - construction de 2 petites conduites d'eau - construction des latrines pour 50 000 ménages et utilisation accrue des installations - Sensibilisation de 120 000 personnes en matière d'assainissement, y compris 35% de femmes - Formation de 90 membres du personnel en 2013, dont 50% de femmes	Interventions proposées : -Projet d'approvisionnement en eau de Maputo Interventions en cours : -Projet d'alimentation en eau et d'assainissement dans les villes de la province de Niassa -Rural Water Program - PRONASAR
PILIER II - GOUVERNANCE FAVORABLE A UNE CROISSANCE INCLUSIVE						
-Améliorer le système de gestion des finances publiques et réduire l'incidence de la corruption	-Généralisation de la corruption et des conflits d'intérêts -Lentement dans la mise en œuvre des réformes en matière de gouvernance, notamment l'efficacité et la transparence du système judiciaire -Portée limitée des activités de suivi des vérifications et audits internes et externes	- Assainissement de la gestion des finances publiques - Renforcement des systèmes de GFP du pays -Réduction de l'incidence de la grande et de la petite corruption -Efficacité et transparence accrues du secteur public -Renforcement du système de gestion des finances publiques	- Amélioration de l'Indice de perception de la corruption (IPC) de 2,5 en 2009 à 3,0 en 2015 -Pourcentage des dépenses budgétaires totales basé sur le système e-SISTAFE/ Unités budgétaires : 90 %/ 600 en 2015 -% du budget couvert par les normes internationales d'audit – 40% en 2015.	-Réduction de la perception de la corruption - Amélioration des systèmes de gestion budgétaire et financière - Achèvement du Rapport d'évaluation des finances publiques selon la méthodologie PEFA	-Amélioration de l'Indice de perception de la corruption (IPC) de 2,5 en 2009 à 2,8 en 2013 - Pourcentage des dépenses budgétaires totales basé sur le système e-SISTAFE/ Unités budgétaires : 70 %/ 600 en 2013 -% du budget couvert par les normes internationales d'audit – 37% en 2010.	Interventions proposées : -Programme de compétitivité et d'efficacité du secteur public 2011-2013 -Rapport final de la méthodologie PEFA Interventions en cours : -Projet d'appui institutionnel à la réforme du secteur public (ISPPSR)
-Améliorer le cadre réglementaire en vue d'une gestion efficace des ressources naturelles et du secteur public.	-La faiblesse du cadre réglementaire entrave l'efficacité du secteur public et la transparence dans la gestion des ressources naturelles	- Investissements accrus dans le secteur des infrastructures à travers le PPP - Transparence accrue dans la gestion des revenus générés par les ressources naturelles -Renforcement de l'efficacité et de la transparence du secteur public	-Approbation de la loi relative au PPP par le parlement à l'horizon 2015 - Publication des rapports ITIE 2009-2012	-Approbation de la réglementation du PPP par le Cabinet -Approbation du rapport de validation de l'ITIE et conformité du Mozambique aux normes ITIE	-Approbation de la réglementation du PPP par le Cabinet en 2011 -Présentation du 1er rapport ITIE et de la delimitation de la portée en fin 2011	Interventions proposées : - Programme de compétitivité et d'efficacité du secteur public 2011-2013 - Chaîne des valeurs ITIE Interventions en cours : -Projet d'assistance technique au secteur financier (PATSF) - Programme de subvention FAPA de l'ITIE

Principaux objectifs de développement du pays (DSRP/PND)	Obstacles a la réalisation des objectifs de développement (= problèmes sectoriels)	EFFETS FINAUX (escomptés au terme du DSP à l'horizon 2015)	RESULTATS FINAUX (escomptés au terme du DSP à l'horizon 2015)	EFFETS A MI PARCOURS (escomptés à mi parcours du DSP à l'horizon 2013)	RESULTATS A MI PARCOURS (escomptés à mi parcours du DSP à l'horizon 2013)	Interventions en cours de la BAD Escomptées pendant la période du DSP (DSP en cours et reportés)
-Simplification des formalités de création d'entreprises	-Secteur privé sous-développé et absence de compétitivité	-Mise en place d'un guichet unique portuaire automatisé -Efficacité du dédouanement accrue par la mise sur pied d'un guichet unique de contrôle aux frontières entre le Mozambique et l'Afrique du Sud - Amélioration de l'environnement des affaires -Simplification des formalités de création d'entreprises et facilitation du commerce en vue de favoriser la création d'entreprises	-Phase pilote de mise en place du guichet unique portuaire automatisé opérationnelle dans au moins deux ports d'entrée à l'horizon 2015 - Un guichet unique de contrôle aux frontières opérationnel à l'horizon 2015 -Simplification des délais d'enregistrement d'une entreprise à 7 jours à l'horizon 2015 contre 13 jours en 2009 -Commerce transfrontalier : Réduction des délais d'importation et d'exportation de 27 jours en 2009 à 15 jours en 2015	-Modernisation des services douaniers -Accroissement de l'efficacité du dédouanement -Amélioration de l'environnement des affaires	- Phase pilote de mise en place du guichet unique portuaire automatisé opérationnelle dans au moins un port d'entrée à l'horizon 2011 - Simplification des délais d'enregistrement d'une entreprise de 13 jours en 2009 à 9 jours en 2013 - Commerce transfrontalier : Réduction des délais d'importation et d'exportation de 27 jours en 2009 à 20 jours en 2013	Interventions proposées : - Programme de compétitivité et d'efficacité du secteur public 2011-2013 Interventions en cours : - Projet d'appui institutionnel à la réforme du secteur public (ISPPSR)

Principaux objectifs de développement du pays (DSRP/PND)	Obstacles a la réalisation des objectifs de développement (= problèmes sectoriels)	EFFETS FINAUX (escomptés au terme du DSP à l'horizon 2015)	RESULTATS FINAUX (escomptés au terme du DSP à l'horizon 2015)	EFFETS A MI PARCOURS (escomptés à mi parcours du DSP à l'horizon 2013)	RESULTATS A MI PARCOURS (escomptés à mi parcours du DSP à l'horizon 2013)	Interventions en cours de la BAD Escomptées pendant la période du DSP (DSP en cours et reportés)
-Accès accru des PME aux services financiers et aux transferts de compétences et de technologies	-Faibles capacités de la population active -Faibles niveaux d'adoption des technologies -Difficultés d'accès aux financements	-L'Office national de la formation professionnelle (ANEP) est entièrement opérationnel -Partenariats accrus entre les PME et les grandes entreprises -Généralisation de l'accès aux crédits - Intégration de la formation professionnelle -Accès accru des PME aux services financiers et aux transferts de compétences et de technologies	-Approbation des statuts de l'ANEP en 2015 -Prestation de services dans les grandes entreprises par près de 20% des PME à l'horizon 2015 -Porter le nombre de nouvelles d'entreprises et de communautés rurales ayant accès aux microcrédits de 200 000 en 2009 à 300 000 à l'horizon 2015 - Porter le nombre de personnes ayant suivi une formation professionnelle de 43 000 en 2010 à 100500 en 2015 y compris 30% de femmes	-Coordination accrue des programmes d'ETFP et de développement des aptitudes -Approbation du Programme national de partenariat entre les PME et les entreprises à l'horizon 2013 - Augmentation du nombre cumulatif d'entreprises et de communautés rurales ayant accès aux microcrédits -Augmentation du nombre de personnes ayant suivi une formation professionnelle	-Signature du décret de l'ANEP par le Cabinet en 2013 - Prestation de services dans les grandes entreprises par près de 15% des PME à l'horizon 2013 - Porter le nombre de nouvelles d'entreprises et de communautés rurales ayant accès aux microcrédits de 200 000 en 2009 à 250 000 à l'horizon 2013 - Porter le nombre de personnes ayant suivi une formation professionnelle de 43 000 en 2010 à 76 500 en 2013 y compris 30% de femmes	Interventions proposées : - Programme de compétitivité et d'efficacité du secteur public 2011-2013 - Mobilisation des ressources locales Interventions en cours : - Projet d'appui institutionnel à la réforme du secteur public (ISPPSR)

Annexe 2 : Programme indicatif des prêts du Groupe de la Banque au Mozambique
pour la période 2011-2015

Projet	Cycle Du FAD	Date buttoir pour le Conseil	Montant (en millions d'UC)	Secteur	Etat d'avancement	Source de financement
<i>Pilier I : Renforcement de la compétitivité du secteur privé à travers le développement des infrastructures</i>						
<i>Opérations régionales</i>						
Barrage hydroélectrique de Mpanda Nkuwa	FAD- XIII	2014	A déterminer	Energie	Identification	BAD/Secteur privé
Dorsale d'interconnexion du Mozambique (CESUL)	FAD- XII	2012	30	Energie	Préparation	BAD/Secteur privé/ Guichet multinational
Corridor de Nacala Phase III	FAD- XII	2013	16,5	Transport	Préparation	FAD/ Guichet multinational
Route Mueda-Negomano	FAD- XII	2012	33,5	Transport	Préparation	FAD/ Guichet multinational
<i>Opérations nationales</i>						
Approvisionnement en eau de Maputo	FAD- XIII	2014	20	Eau et assainissement	Identification	FAD
Aménagements d'irrigation de Xai-Xai	FAD- XII	2012	16,5	Agriculture et environnement	Identification	FAD/PPCR et Fonds FEM
<i>Pilier II: Gouvernance à l'appui de la croissance inclusive</i>						
Compétitivité et efficacité du secteur public (GPSE)	FAD- XII	2011	60	Gouvernance	Evaluation	FAD
Montant total- réserve du DSP 2011-2015			176,5			
Montant total indicatif de l'allocation ABP du FAD-XII			132,47			

Notes : Réserve susceptible de couvrir le FAD-XII (2011-2013) et les deux premières années du FAD-XIII (2014-2015). A déterminer – Montant à déterminer, PPCR – Programme pilote de résilience au climat, FEM – Fonds pour l'Environnement mondial.

Annexe 3 : Programme indicatif hors prêts du Groupe de la Banque au Mozambique
pour la période 2011-2015

Projet	Cycle Du FAD	Date buttoir pour le Conseil	Secteur	Etat d'avancement	Source de financement
<i>Pilier I : Renforcement de la compétitivité du secteur privé à travers le développement des infrastructures</i>					
Rapport pilote de croissance de l'infrastructure pour le Mozambique	FAD- XII	2013	Transport	Identification	ORRU
<i>Pilier II: Gouvernance à l'appui d'une croissance inclusive</i>					
Mobilisation des ressources locales	FAD- XII	2012	Gouvernance	Identification	Portuguese Trust Fund
Analyse de la chaîne des valeurs ITIE	FAD- XII	2012	Gouvernance	Identification	FAPA
Montant total					

Notes: ORRU – Partnership Trust Fund Unit, FAPA – Fund for African Private Sector Assistance.

Annexe 4 : 2011 Plan d'amélioration du portefeuille-pays (CPIP)

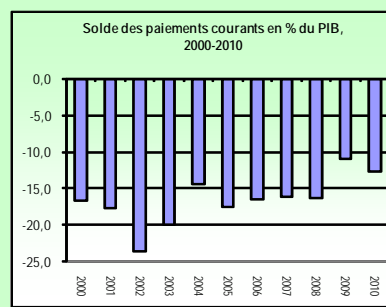
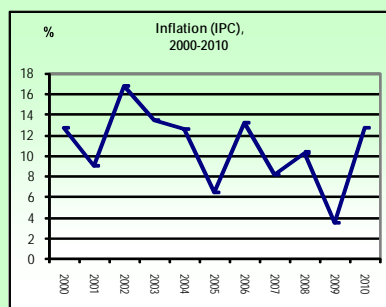
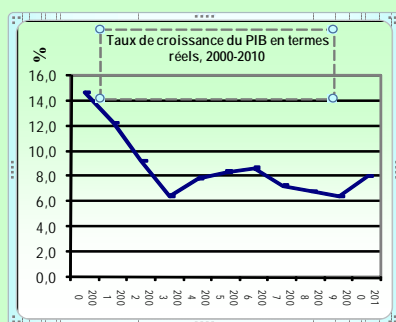
Défis	Actions Requises	Indicateur mesurable	Responsable	Délai
Mise en œuvre et gestion des projets				
Mauvaise qualité à l'entrée	<p>Adopter un système de sélection axé sur l'état de préparation afin de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Étudier minutieusement les conditions des prêts pendant l'évaluation et remplir ces conditions pendant les négociations, s'assurer que le plan d'exécution du projet est prêt, y compris l'efficacité du plan d'action pour le décaissement initial. • Prendre en compte la conception du projet, y compris les audits techniques. • Prendre en considération la demande de dérogation aux exigences de financement de contrepartie aux restrictions de financement de la TVA. • S'assurer que le personnel clé du projet est désigné pendant l'évaluation • S'assurer que les dossiers d'appel d'offres pour la première année sont prêts pour approbation par le Conseil, et prendre systématiquement en compte les achats anticipés • S'assurer que les nouveaux projets comportent des indicateurs sectoriels de base appropriés (avec des données base disponibles) • Utiliser les facilités de préparation des projets pour financer les principales activités liées au démarrage du projet 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction de la durée entre l'approbation et le décaissement initial de 16 mois en 2011 à 12 mois voire moins 	GdM (MPD/EA)/BAD	<ul style="list-style-type: none"> • Immédiat
Qualité à la mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une relève harmonieuse en cas de changement de chef de projet. • Préparer des plans d'action pour la clôture des projets six mois avant la date butoir • Assurer l'intégration en temps utiles des données de référence du projet dans le système SAP (contrats, révision des LOGS, notes de supervision) • Organiser des formations en cours d'emploi à l'intention du nouveau personnel de l'UEP et effectuer des consultations périodiques • Former les entités du GdM sur les procédures et les règles de la BAD • Effectuer des missions de supervision axées sur les résultats et la résolution des problèmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration en temps utile des données de base du projet dans le système SAP • Organisation en permanence des formations en cours d'emploi • Disponibilité de plans d'action de clôture pour tous les projets 	BAD/GdM (EA)	<ul style="list-style-type: none"> • Immédiat
Gestion fiduciaire (décaissements et passation des marchés)				
Retards dans la justification des paiements anticipés au titre du compte spécial	Veiller au strict respect des procédures de décaissement et du manuel des décaissements de la Banque pour les décaissements et les justifications au titre du compte spécial.	Justification de tous les décaissements au titre du compte spécial dans un délai de 12 mois à compter de la date du décaissement.	BAD/GdM (EA)	<ul style="list-style-type: none"> • Immédiat
Limfaible utilisation de	Utilisation accrue des systèmes financiers et d'approvisionnement nationaux	Utilisation des systèmes nationaux dans au moins un projet.	BAD/GdM	<ul style="list-style-type: none"> • 2012
Faible taux de décaissement en faveur des projets cofinancés	Mettre en place des mécanismes de financement efficaces dans le cadre de projets cofinancés	Les contrats signés dans le cadre des projets cofinancés n'ont pas de plusieurs sources de financement.	BAD/Co-financier/GdM	<ul style="list-style-type: none"> • 2012
Garanties environnementales et sociales				
Suivi limité des garanties environnementales et sociales	S'assurer systématiquement que les missions de supervision comportent des spécialistes, le cas échéant, pour évaluer la mise en œuvre des garanties environnementales et sociales.	Les spécialistes de questions environnementales et sociales participent aux missions de supervision, le cas échéant	BAD	Immédiat

Annexe 5: Projets approuvés et en cours financés par le Groupe de la BAD en faveur du Mozambique au 30.06.2011

	Secteur	Projet financé	Numéro du prêt	Titre du projet	Date d'approbation	Date d'entrée en vigueur	Date de clôture	Montant approuvé (UC)	Montant annulé (UC)	Montant décaissé (UC)	Taux de décaissement	Age (années depuis l'approbation)
1	Agriculture	P-MZ-AAF-001	2100150006688	PROJET DE DEVELOPEMET DE LE PECHE ARTISANALE	14-nov-01	10-jul-03	31-déc-11	14 170 000,00	0,00	6 837 866,94	48,26%	9,63
1	Agriculture	P-MZ-AA0-026	2100150014043	BARRAGE DE MASSINGIR ET PETITES EXPLOITATIONS AGRICOLES	02-mars-07	30-nov-07	31-déc-11	17 000 000,00	0,00	2 601 924,67	15,31%	4,33
	Agriculture	P-MZ-AAC-002	2100150020395	PROJET REHABILITAT. D'URGENCE BARRAGE DE MASSINGIR	15-juil-09	15-mars-10	30-déc-12	13 300 000,00	0,00	60 136,42	0,45%	1,96
1	Agriculture	P-MZ-AA0-015	2100150007156	PROJET D'APPUI A L'INTERMEDIATION FINANCIERE EN MILIEU RURAL	12-nov-03	11-jul-05	29-juin-12	11 520 000,00	0,00	8 374 082,41	72,69%	7,63
	Agriculture	P-MZ-AA0-015	2100155002003	PROJET D'APPUI A L'INTERMEDIATION FINANCIERE EN MILIEU RURAL	12-nov-03	11-jul-05	29-juin-12	3 840 000,00	0,00	1 691 845,65	44,06%	7,63
4	Agriculture Total							59 830 000,00	0,00	19 565 856,09	32,70%	7,31
	Finance	P-MZ-HZ0-001	2100155005616	PROJET D'AT AU SECTEUR FINANCIER (FSTAP)	04-oct-05	08-févr-06	31-janv-12	6 800 000,00	0,00	3 114 889,78	45,81%	5,74
1	Finance Total							6 800 000,00	0,00	3 114 889,78	45,81%	5,74
	Ind/Exploitation minière/Carrères	P-MZ-BAA-001	2000120000169	PROJET DES SABLES MINERAUX DE MOMA	21-mai-03	09-juin-05	18-oct-07	24 992 970,73	0,00	24 992 970,73	100,00%	8,11
1	Ind/Min/Quar Total							24 992 970,73	0,00	24 992 970,73	100,00%	8,11
	Multisecteur	P-MZ-K00-005	2100155005317	APPUI INSTITUTIONNEL A LA REFORME DU SECTEUR PUBLIC	22-juin-05	06-avr-07	31-mai-11	2 126 000,00	0,00	1 676 170,24	78,84%	6,02
1	Total Multisecteur							2 126 000,00	0,00	1 676 170,24	78,84%	6,02
	Energie	P-MZ-FA0-006	2100150012843	PROJET ELECTRICITE IV	13-sept-06	24-janv-08	31-déc-12	26 300 000,00	0,00	554 829,18	2,11%	4,80
	Energie	P-MZ-FA0-005	2100150007228	PROJET D'ACCES A L'ENERGIE ET DE REFORME ENERGETIQUE (ERAP)	05-nov-03	24-janv-05	30-juin-11	9 017 000,00	0,00	7 718 746,06	85,60%	7,65
	Energie	P-MZ-FA0-005	2100155002048	PROGRAMME DE REFORME ENERGETIQUE ET D'ACCES A L'ENERGIE (ERAP)	05-nov-03	24-janv-05	31-déc-11	1 965 000,00	0,00	505 143,39	25,71%	7,65
	Energie	P-MZ-FA0-004	2100150006670	PROJET ELECTRIFICATION RURALE (ELECT III)	03-sept-01	01-oct-02	31-déc-12	11 120 000,00	0,00	3 104 659,57	27,92%	9,83
3	Total Energie							48 402 000,00	0,00	11 883 378,20	24,55%	7,43
1	Social	P-MZ-AZ0-001	2100155006516	Développement de l'entreprenariat et des compétences des femmes	25-janv-06	29-mai-08	31-déc-12	2 510 000,00	0,00	1 065 285,77	42,44%	5,43
1	Total Social							2 510 000,00	0,00	1 065 285,77	42,44%	5,43
	Transport	P-MZ-DB0-007	2100150013143	PROJET ROUTIER MONTEPUEZ-LICHINGA	27-oct-06	29-juil-08	31-août-11	30 100 000,00	0,00	8 571 385,32	28,48%	4,68
	Transport	P-MZ-DB0-010	2100150023096	PRET SUPPLEMENTAIRE MONTEPUEZ - LICHINGA	26-oct-10		31-déc-15	32 650 000,00	0,00	0	0,00%	0,68
	Transport	P-Z1-DB0-039	2100150020398	CORRIDOR ROUTIER MULTINATIONAL DE NACALA	24-juin-09	En suspens	30-juin-15	102 720 000,00	0,00	0,00	0,00%	2,02
3	Total Transport							165 470 000,00	0,00	8 571 385,32	5,18%	2,68
	Eau/assainissement	P-MZ-E00-008	2100150023298	PROGR. NATIONAL D'ADDUCTION D'EAU EN ZONE RURALE	09-nov-10		31-déc-15	5 270 000,00	0,00	-	0,00%	0,64
	Eau/assainissement	P-MZ-E00-006	2100150019951	ADDUCTION D'EAU ET ASSAINISSEMENT DES VILLES PROVINCIALES DE NIASSA	29-avr-09	22-oct-10	31-déc-13	18 000 000,00	0,00	110 379,29	0,61%	2,17
2	Total Eau							23 270 000,00	0,00	110 379,29	0,47%	1,41
16	Grand Total							333 400 970,73	0,00	70 980 315,42	37,02% (a)	4,88 (b)
(a) A l'exclusion des projets approuvés dont le premier décaissement n'a pas encore été effectué (b) Sauf le secteur privé (Sables minéraux de Moma)												
Projets en cours au Mozambique non financés par le Groupe de la BAD au 30.06.2011												
	Secteur	Projet financé	Numéro du prêt	Titre du projet	Date d'approbation	Date d'entrée en vigueur	Date de clôture	Montant approuvé	Montant annulé	Montant décaissé	Taux de décaissement	Age (depuis l'approbation)
	AWTF - Agriculture	P-MZ-AAC-001	5600155000951	ETUDE INTEGRE DU PROJET COFAMOSA	22-nov-07	11-fevr-09	31-déc-11	1 064 132,39	0,00	365 475,23	34,34%	3,61
	FAPA	P-MZ-K00-008	5700155001201	MOZAMBIQUE MIREM EITI FAPA GRANT PROJECT	22-juil-10	12-oct-10	31-mai-11	218 688,49	0,00	218 688,49	100,00%	0,94
	JICA	P-MZ-DB0-007	6550655000101	PROJET ROUTIER MONTEPUEZ-LICHINGA	19-mars-07	29-juil-08	31-déc-13	25 404 836,36	0,00	0,00	0,00%	4,28
	OPEC	P-MZ-FA0-004	6540654000282	PROJET D'ELECTRIFICATION RURALE (ELECT III)	03-sept-01	1-oct-02	31-déc-12	4 311 287,45	0,00	0,00	0,00%	9,83
5	RWSSI	P-MZ-E00-008	5800155000601	PROGR. NATIONAL D'ADDUCTION D'EAU EN ZONE RURALE	09-nov-10	06-déc-10	31-déc-15	5 372 925,83	0,00	0,00	0,00%	0,64
	Grand Total							36 371 870,52	0,00	584 163,72	1,61	3,86

Annexe 6 : Indicateurs macroéconomiques sélectionnés

Indicateurs	Unité	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010 (e)
Comptes nationaux								
RNB à prix courants	Millions de \$ EU	4 017	6 219	6 472	7 445	9 239	9 696	...
RNB par habitant	\$ EU	230	290	310	340	380	440	...
PIB à prix courants	Millions de \$ EU	4 183,1	6 578,5	7 095,9	8 035,6	9 891,0	9 787,9	11 163,6
PIB à prix constants en 2000	Millions de \$ EU	4 183,1	6 386,9	6 941,4	7 446,9	7 955,6	8 468,4	9 151,8
Taux de crois. du PIB en termes réels	%	14,7	8,4	8,7	7,3	6,8	6,4	8,1
Taux de crois. du PIB par tête en termes réels	%	11,7	5,7	6,1	4,8	4,4	4,1	5,7
Investissements intérieurs bruts	% du PIB	31,0	18,7	17,7	16,1	15,7	20,5	24,0
Investissements publics	% du PIB	9,2	8,6	11,7	9,8	8,7	12,3	16,0
Investissements privés	% du PIB	21,7	10,1	5,9	6,3	7,0	8,2	8,0
Epargne nationale brute	% du PIB	15,1	8,4	7,6	7,2	4,4	9,5	12,0
Prix et monnaie								
Inflation (IPC)	%	12,7	6,4	13,2	8,2	10,3	3,5	12,7
Taux de change (moyenne annuelle)	monnaie locale/\$ EU	15,2	23,1	25,4	25,8	24,3	27,5	34,0
Croissance monétaire (M2)	%	74,2	28,8	19,9	22,8	22,0	26,7	...
Monnaie et quasi-monnaie en % du PIB	%	35,4	36,1	36,5	38,9	41,0	46,4	...
Finances publiques								
Total des recettes et dons	% du PIB	18,5	20,0	24,9	25,0	25,3	27,0	26,6
Total des dépenses et prêts nets	% du PIB	23,7	23,5	25,5	27,3	28,0	32,0	32,0
Déficit (-)/surplus (+) global	% du PIB	-5,3	-3,5	-0,5	-2,4	-2,7	-5,1	-5,4
Secteur extérieur								
Croissance du volume des exportations (marcha	%	19,9	1,7	4,3	-5,4	5,3	-6,9	3,6
Croissance du volume des importations (marcha	%	-13,7	11,9	5,3	0,9	19,2	8,6	3,2
Variation des termes de l'échange	%	4,8	5,4	15,1	3,1	1,3	4,9	16,6
Solde des paiements courants	Millions de \$ EU	-696,9	-1 158,2	-1 167,5	-1 295,1	-1 621,7	-1 063,3	-1 417,1
Solde des paiements courants	% du PIB	-16,7	-17,6	-16,5	-16,1	-16,4	-10,9	-12,7
Réserves internationales	mois d'importations	4,4	3,1	2,7	3,0	2,7	3,7	3,2
Dettes et flux financiers								
Service de la dette	% des exportations	74,2	9,7	70,7	8,5	8,5	20,0	17,1
dette extérieure	% PIB	143,0	88,1	64,1	61,4	48,8	51,8	48,9
Total des flux financiers nets	Millions de \$ EU	1 175,8	1 288,6	1 619,6	1 807,9	1 888,9	2 036,1	...
Aide publique au développement nette	Millions de \$ EU	906,2	1 297,0	1 605,7	1 778,1	1 996,1	2 013,3	...
Investissements directs étrangers nets	Millions de \$ EU	139,2	107,9	153,7	427,4	591,6	881,2	...



Source : Département de la statistique de la BAD ; FMI : Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2010 et Statistiques financières internationales, avril 2011 ; Département de la statistique de la BAD : Plateforme des données, avril 2011. Nations Unies : OCDE, Notes d'information ... Données non disponibles ; (e) Estimations

Annexe 7 : Indicateurs socioéconomiques sélectionnés

	Année	Pays en			Pays développés	
		Mozambique	Afrique	développeme		
Indicateurs de base						
Superficie ('000 Km²)		802	30 323	80 9		
Population totale (millions)	2010	23,4	1 031,5	5 6		
Population urbaine (% de la pop. totale)	2010	38,4	40,0	44		
Densité de la population (au Km²)	2010	29,2	3,4	66		
RNB par habitant (\$ EU)	2009	440	1 550	2 7		
Participation de la population active - Total (%)	2010	46,0	39,5	45		
Participation de la population active - femmes (%)	2010	55,8	41,4	39		
Valeur de l'indice sexospécifique du dév. Humain	2007	0,395	0,433	0,6		
Indice du dév. humain (rang sur 169 pays)	2010	165	n.a	n.a		n.a.
Population vivant avec moins d'1 \$ par jour (% Popu	2003	74,7	42,3	25,0		
Indicateurs démographiques						
Population Growth Rate - Total (%)	2010	2,2	2,3	1		
Taux de croissance démographique - Urbaine (%)	2010	4,3	3,3	2		
Population âgée de moins de 15 ans (%)	2010	43,9	40,3	29		
Population âgée de 65 ans et plus (%)	2010	3,7	3,8	6		
Taux de dépendance (%)	2010	89,3	77,6	52		
Rapport de masculinité (homme pour 100 femmes)	2010	94,9	99,5	93		
Proportion des femmes de 15 à 49 ans (en % pop. tot	2010	23,8	24,4	53		
Espérance de vie à la naissance - Total (années)	2010	48,4	56,0	66		
Espérance de vie à la nais. - chez les femmes (années)	2010	49,3	57,1	68		
Taux brut de natalité (pour 1000)	2010	37,5	34,2	21,5	12,0	
Taux brut de mortalité (pour 1000)	2010	15,4	12,6	8,2	8,3	
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	2010	83,3	78,6	49		
Taux de mortalité juvénile (pour 1000)	2010	140,2	127,2	51		
Total Fertility Rate (per woman)	2010	4,9	4,4	2		
Taux de mortalité maternelle (pour 100.000)	2008	550,0	530,2	440		
Proportion des femmes utilisant des méthodes contrac	2003	16,5	...	61		
Indicateurs de santé et de nutrition						
Nombre de médecins (pour 100.000 habitants)*	2004	2,6	42,9	78		
Nombre d'infirmiers (pour 100.000 habitants)*	2004	19,7	116,6	98		
Naissances assistées par des personnels de santé qualifi	2003	47,7	52,7	63		
Accès à l'eau potable (en % de Pop. totale)	2008	47,0	64,9	84		
Accès aux services de santé (en % de Pop. totale)	2005	...	65,4	80,0		100,0
Accès à l'assainissement (en % de Pop. totale)	2008	17,0	41,0	54,6		99,8
Proportion d'adultes (15-49 ans) vivant avec le VIH/	2007	12,5	4,6	1,3		0,3
Indice de la tuberculose (pour 100.000 hab.)	2007	431,0	315,2	161		14,1
Enfants vaccinés contre la tuberculose (%)	2009	90,0	81,8	89		
Enfants vaccinés contre la rougeole (%)	2009	67,0	81,0	81		
Insuffisance pondérale (en % des enfants de moins de	2003	23,7	30,9	27		
Apport journalier en calories par habitant	2007	2 067	2 462	2 67		
dépenses publiques de santé (en % du PIB)	2006	3,5	2,4	4		
Indicateurs d'éducation						
Gross Enrolment Ratio (%)						
Cycle primaire - effectif Total	2009	114,5	102,8	106		
Cycle primaire - effectif des filles	2009	108,2	99,0	104		
Cycle secondaire - effectif total	2009	23,3	35,0	62,3		100,3
Cycle secondaire - effectif des filles	2009	20,5	30,6	60,7		100,0
Personnel enseignant féminin primaire (en % de l'e	2009	37,2	38,1
Taux d'alphabétisation des adultes - Total (%)	2008	54,0	64,8	81,0		...
Taux d'alphabétisation des adultes - hommes (%)	2008	69,5	74,0	86,6		...
Taux d'alphabétisation des adultes - Femmes (%)	2008	40,1	55,9	75,6		...
Pourcentage du PIB alloué à l'éducation	2006	5,0	4,6	...	5,4	
Indicateurs environnementaux						
Utilisation des terres Sterres arables en % de	2008	5,7	7,8	9,9	11,6	
Taux de déforestation annuel (%)	2005	...	0,7	0,4	-0,2	
Taux de reboisement annuel (%)	2005	...	10,9	
Emissions de CO2 par habitant (tonne métric	2008	0,1	1,2	1,9	12,3	

Sources : Bases de données du Département de la Statistique de la BAD ; Banque mondiale: Indicateur dernière mise à jour : avril 20

ONUSIDA; UNSD; OMS; UNICEF, WRI, PNUD; Rapports pays.

Note : n.d. : non déterminé ; ... : données non disponibles.

Annexe 8 : Mozambique : Interventions des donateurs

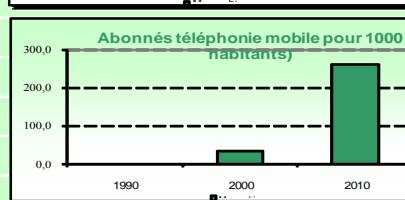
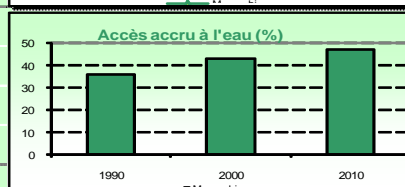
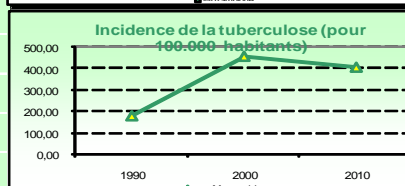
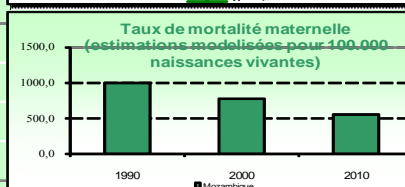
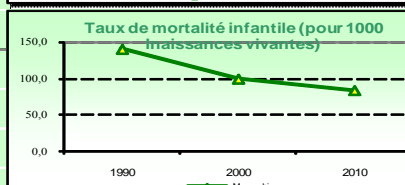
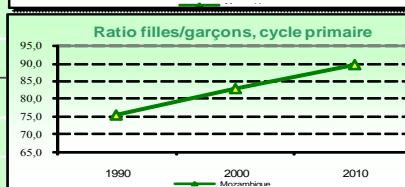
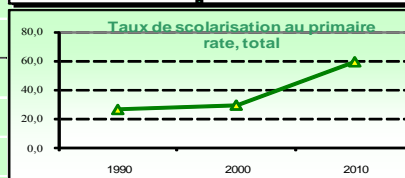
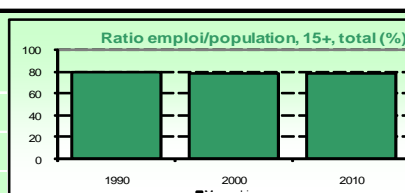
Secteur	Autriche	BAD	Belgique	Canada	Suisse	Allemagne	Danemark	Espagne	Commission européenne	France	Finlande	Italie	Irlande	Norvège	Pays-Bas	Portugal	Suède	Royaume-Uni	Banque mondiale	Japon	USA		Nations Unies	Banque islamique de développement	Corée
																					USAID	MCC			
Santé			●	●	●		●	●				●	●		●					●	●	●			
VIH/SIDA																		●	●		●				
Education et culture			●	●		●		●			●	●	●			●			●	●			●		
Agriculture/ Pêches/ Développement rural	●	●	●	●					●		●	●		●			●			●	●	●	●	●	
Environnement/Ressources naturelles							●			●				●						●			●		
Transports		●							●											●	●				●
Energie		●	●							●				●			●			●					
Eau et assainissement		●													●					●		●	●	●	
Gouvernance économique/ Services financiers					●	●	●													●			●		
Gouvernance	●	●		●	●	●	●	●					●			●	●	●	●	●	●	●	●		

Source: PAP, 2010. Légende: USA – Etats-Unis d’Amérique; USAID – Agence pour le développement international des Etats-Unis; MCC – Millennium Challenge Corporation.

Les composantes de gouvernance englobent : la décentralisation, la justice, le régime foncier, la gestion des finances publiques, la réforme du secteur public, la protection sociale, la sécurité et les statistiques

Annexe 9 : Mozambique : Objectifs du millénaire pour le développement

	1990 ¹	2000 ²	2010 ³
OMD 1: Eradiquer l'extrême pauvreté et la faim			
Ratio emploi/population 15+, total (%)	79,9	78,2	77,9
Prévalence de la malnutrition, rapport poids-âge (% d'enfants de mo	...	21,2	...
Taux d'incidence de la pauvreté à 1,25 \$ par jour (PPA) (% de pop.)	...	74,7	...
Prévalence de la malnutrition (en % de la population)	59,0	44,0	...
OMD 2: Assurer l'éducation primaire pour tous			
Taux d'alphabétisation des filles (% de femmes 15-24 ans)	...	50,0	62,1
Taux d'alphabétisation total des adultes (% des plus de 15 ans)	...	48,2	54,0
Taux d'achèvement du cycle primaire - total (% de la tranche d'âge ci	26,4	29,5	59,4
Inscriptions totales - primaire (% net)	44,0	70,8	92,3
OMD 3: Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomie des femmes			
Nombre de sièges occupés par les femmes au parlement (%)	16,0	30,0	34,8
Ratio filles/garçons - au primaire	75,5	82,9	89,6
Ratio filles/garçons - au secondaire	56,6	69,8	81,8
OMD 4: Réduire la mortalité infantile			
Vaccination - rougeole (% d'enfants de moins de 12-23 mois)	59,0	60,0	67,0
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	140,4	99,1	83,3
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	242,2	169,8	140,2
OMD 5: Améliorer la santé maternelle			
Naissances assistées par un personnel de la santé qualifié (% des na	...	47,7	...
Prévalence de l'utilisation des contraceptifs (% de femmes de 15-49 ai	...	16,5	...
Taux de mortalité maternelle (estimations modelisées pour 100.000 na	1000,0	780,0	550,0
OMD 6: Lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies			
Incidence de la tuberculose pour 100.000 habitants)	181,0	460,0	409,0
Prévalence du VIH - femmes (% de femmes de 15-24 ans)	8,5
Prévalence du VIH - hommes (% hommes âgés de 15-24 ans)	2,9
Prévalence du VIH, total (% de la population de 15-49 ans)	...	16,0	12,5
OMD 7: Assurer un environnement durable			
Emissions de CO2 (kg par \$ de PPA, du PIB)	0,4	0,4	0,3
Amélioration des installations sanitaires (% de la population ayant accé	20,0	32,0	17,0
Accès accru à l'eau (% de la population ayant accès)	36,0	43,0	47,0
OMD 8: Construire un partenariat mondial pour le développement			
APD/AP nette par habitant (en \$ EU courants)	73,6	61,2	87,9
Utilisateurs d'Internet (pour 1000 habitants)	...	6,8	26,8
Abonnements à la téléphonie mobile (pour 1000 habitants)	...	34,9	260,8
Lignes téléphoniques (pour 1000 habitants)	3,5	3,4	3,2

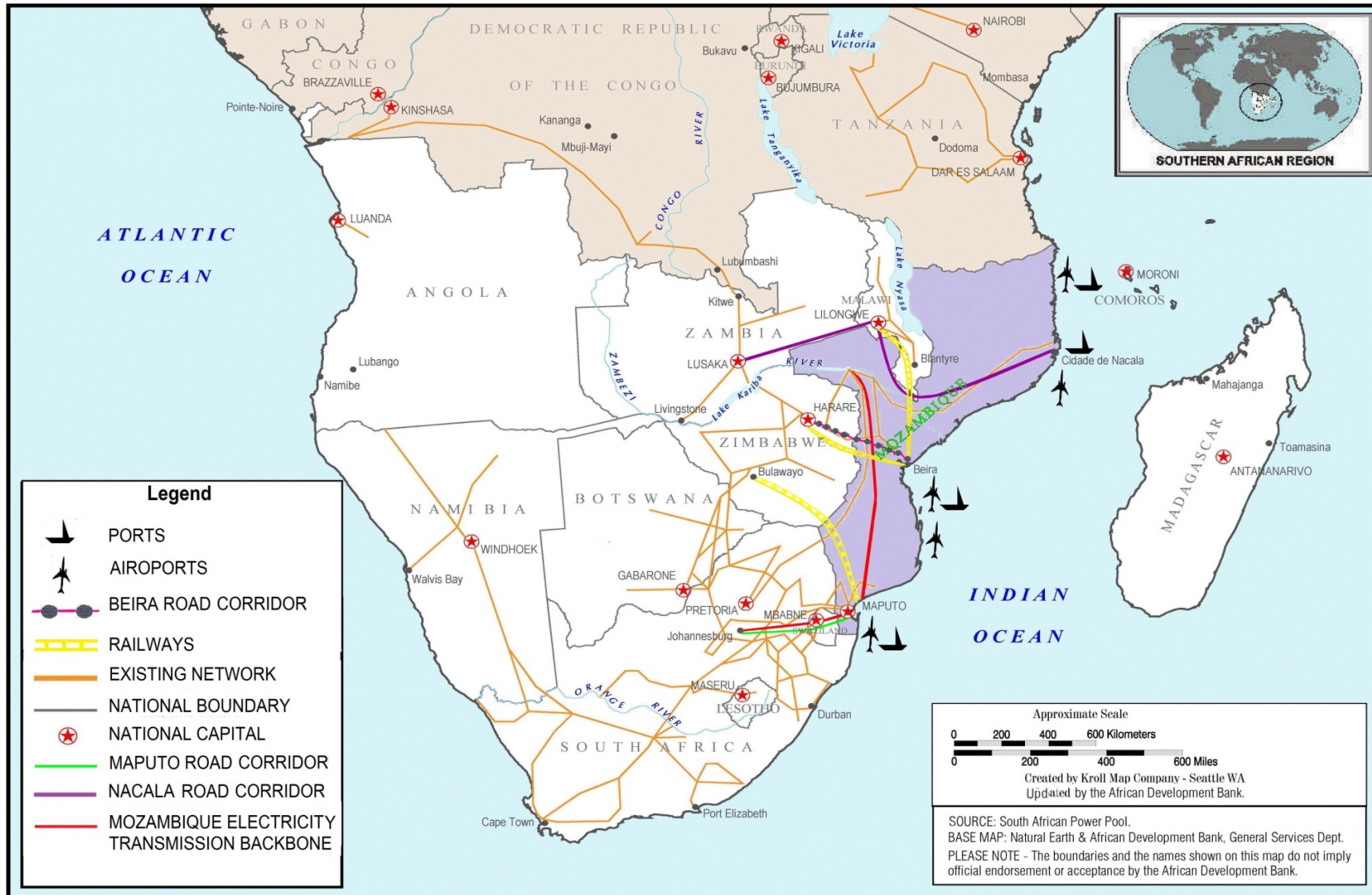


Sources: Bases de données du Département de la statistique de la BAD ; Banque mondiale : Indicateurs du développement dans le monde ; ONUSIDA; UNSD ; OMS, UNICEF, WRI, PNUD; Rapports pays,

Note: n.d. : non disponible ; ... : donnée non disponible,

Années les plus récentes pour la période 1990-1995; 2 Années les plus récentes pour la période 2000-2004; 3 Années les plus récentes

Annexe 10 : Positionnement stratégique du Mozambique dans le contexte de l'intégration régionale



REFERENCES

- Banque africaine de développement : Mozambique: Rapport d'achèvement combiné du Document de stratégie pays axé sur les résultats et de Revue de la performance du portefeuille pays (DSP-RPPP, 2006-2010)
- Banque africaine de développement : Mozambique: Document de stratégie pays, 2006-2010.
- Banque africaine de développement: Document de stratégie d'intégration régionale (DSIR), 2011-2015.
- Andersson, Per Aake. 2001. "The impact of the mega projects on the Mozambican economy." GEST Discussion paper, No. 18
- Byiers, B. (2009). *Informality in Mozambique: Characteristics, Performance and Policy Issues*. Rapport produit par Nathan Associates pour l'Agence américaine pour le développement international.
- Castel-Branco, Carlos Nuno. 2004 "What is the experience and impact of South African trade and investment on the growth and development of local economies? A view from Mozambique." In *Stability, Poverty Reduction, and South African Trade and Investment in Southern Africa*. Human Sciences Research Council. pp. 28-54.
- Contributions of Mega-projects to GDP in Mozambique. Etude réalisée par: Christopher Sonne-Schmidt; Channing Arndt et Mónica Magaua, 2009. Instituto de Estudos Sociais e Económicos.
- Government of Mozambique: *Plano de Acção para a Redução da Pobreza Absoluta* (PARPA, 2006-2010) - Action Plan for Reducing Poverty (PARP, 2006-2010)
- Government of Mozambique: *Plano de Acção para a Redução da Pobreza* (PARP, 2011-2014) - Action Plan for Reducing Poverty (PARP, 2011-2014): Preliminary Draft Report, March, 2011.
- Government of Mozambique: "Strategic Program for Climate Resilience", June, 2011
- IFTRAB, 2004-05: Mozambique: *Inquerito sobre a Força de Trabalho (Labour Force Survey)*
- ILO (2007), "*Employment in the Informal Sector*", KILM7, International Labor Organization.
- International Monetary Fund (2011:: Staff Report for the 2011 Article IV Consultations, Second Review Under the Policy Support Instrument. May, 26, 2011.
- Kuegler, Alice. 2008. Uneven Playing Field: The Application of Tax Incentives in Mozambique. Forthcoming in *Taxation in a Low-Income Economy: the Case of Mozambique*. Routledge
- "Mega-projects in Mozambique: Social and Environmental Impacts". Environment Working Group sector note, April, 2010
- Ministry of Planning and Development, 2010, *Report on the Millennium Goals*.
- Ministère de la Planification et du développement (2010): Poverty and Well-Being in Mozambique; Third National Assessment.
- Mozambique: Institut national de la statistique: *Informal Sector Survey (INFOR, 2006)*.
- Mozambique: Health and Demographic Survey, 2003.
- Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida, 2010): Value for Money Audit in Agriculture Sector in Mozambique.
- Stratégie de développement des petites et moyennes entreprises au Mozambique (2007-2011). Ministère du Commerce et de l'Industrie, Mozambique.
- World Bank, 2010, *Mozambique: Economics of Adaptation to Climate Change*.
- Banque Mondiale, "Ease of Doing Business Report, 2011
- Indicateurs du développement dans le monde (WDI), 2010.
- Banque mondiale, Prospects for Growth Poles in Mozambique, August 2010
- Rapport sur la compétitivité mondiale 2010-2011
- Banque centrale du Mozambique : Rapport annuel 2010